



**Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques,
Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire
Mission enquêtes, données et études statistiques
Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale**

Panorama Statistique

Jeunesse
Sports
Cohésion Sociale

Les régions françaises • 2019

Le PANORAMA STATISTIQUE, JEUNESSE, SPORTS, COHÉSION SOCIALE est un mémento annuel présentant des données départementales et régionales sur la démographie, la pauvreté, l'immigration et l'intégration, la précarité et l'exclusion, la cohésion sociale, le handicap et la dépendance, le logement et l'hébergement, la jeunesse, l'enfance et la protection de l'enfance, le sport, les diplômes délivrés des professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socio-culturelle et enfin, l'emploi dans les domaines associatif et sportif.

Il est accessible dans une **version Internet** présentant l'ensemble des données départementales et régionales et permettant aux utilisateurs de télécharger la maquette nationale ou de choisir un département sur la carte de France puis de sélectionner le tableau à visualiser. Cette version web est consultable sur le site du ministère des Solidarités et de la Santé à l'adresse suivante :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/indicateurs-localises/article/le-panorama-statistique-jeunesse-sports-cohesion-sociale> ►

Les éditions antérieures du PANORAMA STATISTIQUE sont consultables en ligne à l'adresse suivante :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/apps/panorama/historique.htm> ►

La version web a été réalisée par STATMICRO et 4WONLINE.

DÉMOGRAPHIE

Données générales	3
Indicateurs démographiques	4
Structure par âge de la population	5

PAUVRETÉ, PRÉCARITÉ, EXCLUSION

Revenus et inégalités de revenus	9
Inclusion bancaire	10
Chômage	10
RSA et minima sociaux	11

IMMIGRATION

Immigration et origines	12
Activité et chômage de la population immigrée et étrangère	12

HANDICAP, DÉPENDANCE

Allocataires AAH, APA, personnes prises en charge par des mandataires	14
---	----

COHÉSION SOCIALE

Politique de la ville en 2013	16
Bénéficiaires de l'Aide Sociale Départementale au 31 déc. 2015	17

Établissement et services médico - sociaux

Capacité d'accueil des personnes âgées	21
Accueil des personnes âgées	22
Accueil des adultes handicapés	23
Accueil des enfants et adolescents handicapés	27

LOGEMENT, HÉBERGEMENT

Parc des logements et statut d'occupation	30
Recours au droit au logement (DALO)	30
Logement, hébergement	31

JEUNESSE

Classes d'âge, morbidité, mortalité, conduite à risques	34
Scolarité, formation, activité	35
Fonds d'aide aux jeunes (FAJ), service civique, missions locales, PAIO	36

ENFANCE, PROTECTION DE L'ENFANCE

Protection sociale de l'enfance - Aide sociale à l'enfance	39
Accueils collectifs de mineurs sans hébergement	40
Accueils collectifs de mineurs avec hébergement	42
Accueil des enfants d'âge préscolaire	43

SPORT - VIE ASSOCIATIVE - DIPLÔMES DÉLIVRÉS

Fédérations sportives	45
Équipements sportifs, sports de haut niveau, pôles sportifs	46
Formation aux professions sociales	47
Formation aux professions de santé	48
Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport	49
Activité, emploi associatif et sport	50

SIGLES

ADRESSES UTILES

Sources : INSEE, DREES.

Pour en savoir plus :

Les indicateurs sociaux départementaux

Les indicateurs sociaux départementaux constituent un socle d'indicateurs dans les principaux domaines de l'aide et de l'action sociales départementales. Ils intègrent à la fois des indicateurs transversaux, reflétant le contexte territorial (25 indicateurs parmi lesquels l'espérance de vie, le taux de pauvreté monétaire, les catégories sociales...) et des indicateurs propres à chaque thématique :

- **Protection de l'enfance en danger** : taux de mesures d'aide sociale à l'enfance, part des enfants dont les parents sont sans emploi... ;
- **Personnes handicapées** : taux d'allocataires de l'AAH, taux d'équipement en places en établissements et services pour personnes handicapées... ;
- **Insertion sociale et minima sociaux** : part de la population couverte par le RSA, part de jeunes non insérés, ... ;
- **Personnes âgées** : taux de bénéficiaires de l'APA... ;
- **Indicateurs financiers** : dépenses de RSA, APA, PCH... par habitant et par bénéficiaire.

Ces indicateurs sont issus des conclusions de plusieurs groupes de travail pilotés par le CNIS puis par l'ADF et la DREES, constitués de conseils départementaux et d'autres producteurs nationaux de données (ANDASS, CCMSA, CNAF, CNSA, INSEE, ODAS, ONPE).

Population immigrée

Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

Population étrangère

Un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides). Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité (ou plusieurs) sont considérées en France comme françaises. Un étranger n'est pas forcément immigré, il peut être né en France (les mineurs notamment).

À la différence de celle d'immigré, la qualité d'étranger ne perdure pas toujours tout au long de la vie : on peut, sous réserve que la législation en vigueur le permette, devenir français par acquisition.

Espérance de vie à la naissance

C'est la durée de vie moyenne - autrement dit l'âge moyen au décès - d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année étudiée. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure par âge.

Espérance de vie à 65 ans

C'est le nombre moyen d'années restant à vivre au-delà de 65 ans (ou durée de survie moyenne au-delà de 65 ans), dans les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

Aide complémentaire :

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/aide-et-action-sociale/article/les-indicateurs-sociaux-departementaux> ►

<http://www.insee.fr/fr/statistiques/2382915> ►



Données générales

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Superficie en km²	69 711	47 784	27 209	39 151	8 680	57 433	31 813	12 011	29 906	84 060	72 724	32 082	31 399	543 963	1 705	1 100	83 534	2 503	374	633 179
Population au 1er janvier 2016 (Recensement de la population)	7 916 889	2 818 338	3 306 529	2 577 866	330 455	5 555 186	6 006 870	12 117 132	3 335 929	5 935 603	5 808 435	3 737 632	5 021 928	64 468 792	394 110	376 480	269 352	852 924	240 987	66 602 645
Population au 1er janvier 2019 (Estimation de population) (1)	8 026 685	2 795 301	3 329 395	2 566 759	339 178	5 518 188	5 978 266	12 213 364	3 319 067	5 987 014	5 892 817	3 786 545	5 059 473	64 812 052	382 704	364 354	296 711	866 506	270 372	66 992 699
Population étrangère au 1er janvier 2016 (Recensement de la population)	516 490	129 258	85 776	126 067	30 095	343 667	232 523	1 687 544	97 340	270 344	332 499	101 919	357 412	4 310 934	nd	nd	nd	nd	115 674	nd
Projection de la population en 2040 (2)	9 112 000	2 938 000	3 778 000	2 706 000	374 000	5 712 000	6 216 000	12 934 000	3 424 000	6 674 000	6 683 000	4 333 000	5 259 000	70 143 000	352 000	311 000	353 000	899 000	391 000	72 449 000
Taux de croissance annuel moyen 2011-2016 en %	0,7	0,0	0,5	0,2	1,0	0,1	0,2	0,4	0,1	0,6	0,8	0,7	0,4	0,4	-0,5	-0,8	2,5	0,6	3,8	0,4
dont dû au solde migratoire	0,3	-0,1	0,5	0,0	1,0	-0,2	-0,3	-0,5	-0,1	0,6	0,7	0,4	0,2	0,1	-1,0	-1,2	0,2	-0,6	nd	0,1
Densité au 1/01/2019 (nombre d'habitants par km²)	115	58	122	66	39	96	188	1 017	111	71	81	118	161	119	224	331	4	346	723	106
Naissances domiciliées 2017 définitives	90 735	27 409	32 136	26 380	2 918	56 766	70 721	175 799	34 532	54 357	58 798	40 263	57 286	728 100	4 126	3 640	8 057	13 708	9 762	767 393
Décès domiciliés 2017 définitifs	69 021	30 195	34 739	26 826	3 165	52 854	55 654	75 562	33 431	64 930	59 140	34 783	51 072	591 372	3 121	3 217	964	4 673	735	604 082
Part de la population vivant dans les grandes aires urbaines en 2016 (3)	85,4	67,9	71,3	74,3	61,8	80,4	89,2	99,8	76,1	70,5	74,4	75,3	91,0	83,0	92,8	83,4	51,2	87,5	nd	83,0
Part des familles monoparentales en 2016 en %	14,1	13,6	12,6	13,3	18,9	14,6	16,2	18,4	13,9	14,3	15,9	11,5	17,6	15,3	40,5	41,8	41,2	31,4	30,0	15,9
Taux d'activité de la population en 2016 (rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans en %) (3)	75,1	74,0	73,3	74,8	71,3	73,2	70,9	76,3	73,3	73,8	72,7	75,4	72,1	74,0	70,4	71,6	61,7	70,0	50,5	73,8

(1) Indicateurs sociaux départementaux. Les estimations de population pour l'année 2019 sont des estimations précoces provisoires.

(2) Selon le scénario central de l'Insee

(3) Indicateurs sociaux départementaux

Source : Insee, Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2018), RP 2016 exploitation complémentaire, RP 2011, Omphale 2017

Indicateurs démographiques

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Taux de natalité en 2018 - Naissances domiciliées pour 1 000 habitants	11,3	9,6	9,6	10,1	8,1	10,1	11,3	14,2	10,3	8,9	9,9	10,6	11,2	11,1	11,0	9,7	26,4	15,9	37,3	11,3
Taux de mortalité en 2018 - Décès domiciliés pour 1 000 habitants (1)	8,7	10,8	10,8	10,5	9,5	9,8	9,5	6,2	10,4	11,0	10,2	9,3	10,1	9,3	8,3	8,8	3,0	5,6	2,8	9,2
Taux mortalité infantile (rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins d'un an et le nombre d'enfants nés vivants en 2015-2016-2017) (1)	3,2	3,9	3,6	3,5	4,4	3,7	3,4	4,0	3,4	3,3	3,0	2,7	3,3	3,5	8,2	9,0	9,9	6,7	nd	3,7
Indice de vieillissement de la population au 1er janvier 2019 (1) - Nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans (1) (2)	82,3	102,1	95,8	96,5	117,9	88,6	70,5	58,9	90,3	110,2	100,9	83,7	102,8	85,0	75,8	95,3	13,4	39,5	4,9	83,0
Espérance de vie à la naissance en 2018 (1)																				
Hommes	80,4	78,8	78,6	79,1	80,5	78,8	77,2	81,1	78,1	79,5	79,8	79,6	79,9	79,5	77,3	78,6	78,2	77,8	75,6	79,4
Femmes	85,7	84,9	84,6	85,0	86,0	84,3	83,3	85,9	84,7	85,3	85,4	85,8	85,5	85,4	84,4	84,7	83,3	83,9	76,0	85,3
Espérance de vie à 65 ans en 2018 (1)																				
Hommes	19,7	19,2	18,9	19,2	20,4	18,6	17,9	20,3	18,8	19,5	19,6	19,5	19,8	19,4	19,3	19,9	18,7	18,6	16,1	19,4
Femmes	23,3	22,9	22,6	23,0	23,2	22,3	21,7	23,5	22,7	23,1	23,3	23,4	23,3	23,2	22,8	23,3	22,4	22,1	16,5	23,2

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Les estimations de population pour l'année 2019 sont des estimations précoces provisoires.

(2) Toutes les données de Mayotte, département français depuis 2011, sont issues des estimations de population.

Sources : DREES ; Insee, estimations de population (données provisoires), État civil

Structure par âge de la population

Effectifs par classe d'âge au 1er janvier 2019 - Ensemble (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
0 - 4 ans	453 944	139 739	164 864	133 765	15 334	286 370	348 846	796 438	172 621	278 558	294 167	203 743	265 097	3 553 486	19 591	16 640	32 844	61 003	42 527	3 726 091
5 - 9 ans	497 445	160 000	196 015	154 348	18 064	320 177	394 607	800 253	202 326	327 349	334 082	239 586	288 686	3 932 938	23 670	19 738	30 700	65 695	39 691	4 112 432
10 - 14 ans	502 480	168 515	207 606	160 178	17 592	328 436	395 816	775 440	209 159	343 755	342 751	249 760	291 545	3 993 033	27 451	22 340	31 059	70 854	36 160	4 180 897
15 - 19 ans	492 817	165 847	208 766	153 951	16 988	331 110	397 832	758 895	208 503	347 895	350 576	245 509	287 163	3 965 852	25 976	23 131	28 009	68 798	27 011	4 138 777
20 - 24 ans	453 378	140 899	174 446	124 474	16 304	311 692	356 811	781 939	175 440	305 761	325 728	203 135	258 329	3 628 336	17 522	16 133	20 170	50 758	17 439	3 750 358
25 - 54 ans	3 043 336	997 443	1 193 374	920 366	129 924	2 073 880	2 254 142	5 089 189	1 193 577	2 146 503	2 148 079	1 387 105	1 849 622	24 426 540	137 809	129 596	115 527	338 097	89 609	25 237 178
55 - 59 ans	509 675	188 030	220 881	170 353	23 113	380 822	382 637	742 137	222 306	403 267	388 854	239 687	335 172	4 206 934	30 595	31 545	12 162	57 846	6 393	4 345 475
60 - 64 ans	471 783	187 456	219 144	167 920	21 699	363 846	363 319	624 574	219 613	404 513	374 986	232 688	320 138	3 971 679	26 838	27 195	9 831	48 169	4 442	4 088 154
65 - 74 ans	851 335	344 177	397 336	305 861	41 068	604 482	614 799	1 011 741	387 546	752 259	702 335	419 837	599 766	7 032 542	41 668	41 674	11 137	62 710	4 758	7 194 489
75 - 84 ans	489 105	195 215	224 697	174 522	26 424	344 038	306 196	549 403	211 123	429 576	404 121	233 444	370 661	3 958 525	21 825	24 812	3 840	32 105	1 874	4 042 981
85 ans et +	261 387	107 980	122 266	101 021	12 668	173 335	163 261	283 355	116 853	247 578	227 138	132 051	193 294	2 142 187	9 759	11 550	1 432	10 471	468	2 175 867
Ensemble	8 026 685	2 795 301	3 329 395	2 566 759	339 178	5 518 188	5 978 266	12 213 364	3 319 067	5 987 014	5 892 817	3 786 545	5 059 473	64 812 052	382 704	364 354	296 711	866 506	270 372	66 992 699
Moins de 6 ans	549 766	170 580	202 116	163 252	18 671	348 483	426 481	955 577	210 658	340 983	358 454	249 212	322 050	4 316 283	24 159	20 292	38 839	73 614	50 435	4 523 622
Enfants de 6 à 16 ans	1 102 007	364 725	450 254	348 378	39 013	716 344	870 801	1 716 540	457 389	746 279	748 788	543 737	637 468	8 741 723	57 349	48 032	67 654	152 568	80 473	9 147 799
Jeunes de 16 à 25 ans	932 397	299 336	372 360	270 081	32 978	636 524	741 968	1 556 829	373 925	640 790	667 917	435 173	537 545	7 497 823	41 230	37 416	46 197	114 528	41 443	7 778 637
Population de 26 à 64 ans	3 939 546	1 346 886	1 602 410	1 235 212	171 665	2 760 063	2 934 527	6 290 032	1 603 518	2 898 472	2 852 766	1 822 914	2 455 893	31 913 904	192 035	185 308	133 603	434 810	96 986	32 956 646
Population de 65 ans et plus	1 601 827	647 372	744 299	581 404	80 160	1 121 855	1 084 256	1 844 499	715 522	1 429 413	1 333 594	785 332	1 163 721	13 133 254	73 252	78 036	16 409	105 286	7 100	13 413 337
Population de 75 ans et plus	750 492	303 195	346 963	275 543	39 092	517 373	469 457	832 758	327 976	677 154	631 259	365 495	563 955	6 100 712	31 584	36 362	5 272	42 576	2 342	6 218 848
Population de 80 ans et plus	482 710	199 251	230 831	184 122	23 853	333 746	310 190	528 035	217 476	448 285	411 355	243 324	356 671	3 969 849	19 123	22 629	2 875	23 635	1 123	4 039 234

(1) Les estimations de population pour l'année 2019 sont des estimations précoces provisoires.

Source : Insee, estimation de population 2019 (données provisoires)



Sources : DREES, INSEE, CNAF, DARES, DGFIP, CNAV, CCMSA, CAF, Banque de France, Pôle emploi, ASP.

Pour en savoir plus :

Taux de pauvreté - Intensité de la pauvreté

Le **taux de pauvreté** correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). L'Insee, comme Eurostat et les autres pays européens, mesure la pauvreté monétaire de manière relative alors que d'autres pays (comme les États-Unis ou l'Australie) ont une approche absolue. Dans l'approche en termes relatifs, le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. On privilégie en Europe le seuil de 60 % du niveau de vie médian.

L'**intensité de la pauvreté** est un indicateur qui permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. L'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

Niveau de vie médian

Le **niveau de vie médian** est le revenu disponible après transferts, impôts et prestations sociales, par unité de consommation (UC), en deçà duquel se situe la moitié de la population de France métropolitaine. Le rapport inter décile (D9/D1) des niveaux de vie est le rapport entre le niveau de vie plancher des 10 % les plus aisés et le niveau de vie plafond des 10 % les plus modestes.

Ménage fiscal

Le « **ménage fiscal** » est un ménage constitué par le regroupement des foyers fiscaux répertoriés dans un même logement. Son existence, une année donnée, tient au fait que coïncident au moins une déclaration indépendante de revenus et l'occupation d'un logement connu à la Taxe d'Habitation. Les ménages constitués de personnes ne disposant pas de leur indépendance fiscale (essentiellement des étudiants) sont comptés dans les ménages où ils déclarent leurs revenus même s'ils occupent un logement indépendant.

Fichier Localisé social et fiscal (FiLoSoFi)

Les données issues de ce fichier proviennent du rapprochement :

- des données fiscales (déclarations de revenus des personnes physiques, taxe d'habitation et fichier d'imposition des personnes physiques) fournies à l'Insee par la Direction générale des finances publiques
- et des données sur les prestations sociales émanant des principaux organismes gestionnaires de ces prestations (CNAF, CNAV, MSA).

Ces données permettent de reconstituer un revenu déclaré (avant impôt) et un revenu disponible (après impôt et y compris prestations sociales et revenus financiers non déclarés) avec une estimation plus précise des prestations réellement perçues à tous les niveaux locaux : infra-communaux, communaux et supra-communaux.

À partir des données 2012, le dispositif FiLoSoFi remplace les anciens dispositifs Revenus fiscaux localisés (RFL) et Revenus disponibles localisés (RDL).

Au niveau national, l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux (ERFS) reste la source de référence pour les indicateurs d'inégalité des niveaux de vie et de pauvreté.

Taux de chômage localisés trimestriels

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Ces taux sont calculés en moyenne trimestrielle pour les régions, les départements et les zones d'emploi de métropole selon une méthodologie synthétisant les informations de l'enquête emploi pour le niveau national (chômage au sens du BIT) et de Pôle emploi (chômage répertorié à partir des DEFM) pour la répartition géographique.

Ces taux sont cohérents avec le taux de chômage national officiel dit au sens du BIT.

Chômage au sens du Bureau International du Travail

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi (et inversement).

Demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes inscrites à Pôle emploi. Ils sont regroupés en différentes catégories :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- Catégorie C : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).

Le Revenu de Solidarité Active (RSA)

Le revenu de solidarité active (RSA) s'adresse depuis le 1er juin 2009 en France métropolitaine et depuis le 1er janvier 2011 dans les départements d'outre-mer (et le 1er janvier 2012 à Mayotte) à toute personne âgée d'au moins 25 ans ou assumant la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Depuis le 1er septembre 2010 en France métropolitaine et le 1er juillet 2011 dans les DOM, il a été étendu aux personnes de moins de 25 ans ayant travaillé au moins deux années au cours des trois dernières années (**RSA jeune**).

Le seuil du revenu garanti par le RSA est calculé en additionnant un montant forfaitaire, variable selon la composition du foyer, à une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer.

Le **RSA** (appelé « RSA socle » jusqu'à fin 2015) est destiné aux personnes dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire. Il peut être majoré pour les parents assumant seuls la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Le **RSA socle non majoré** s'est substitué au revenu minimum d'insertion (**RMI**) et le **RSA socle majoré** à l'allocation de parent isolé (**API**).

Prime d'activité

La prime d'activité est entrée en vigueur le 1er janvier 2016. C'est un complément de revenu qui est versé chaque mois, depuis le 5 février 2016, sous conditions de ressources, aux travailleurs modestes. Elle remplace la prime pour l'emploi (PPE) et la partie « activité » du revenu de solidarité active (RSA).

Contrat unique d'insertion - contrat initiative emploi - contrat d'accompagnement dans l'emploi

Depuis le 1er janvier 2010, en France métropolitaine, est entré en vigueur le contrat unique d'insertion (CUI) créé par la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008. Ce contrat est entré en vigueur dans les Dom à partir du 1er janvier 2011.

Le contrat unique d'insertion prend la forme, dans un cadre rénové, du contrat initiative emploi (**CUI-CIE**) dans le secteur marchand et du contrat d'accompagnement dans l'emploi (**CUI-CAE**) dans le secteur non marchand. Il a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.



Les allocations du minimum vieillesse (ASV et ASPA)

L'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) a été créée en 1956 et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) est entrée en vigueur en 2007 à la suite de la réforme du minimum vieillesse. L'ASV continue d'être versée aux personnes qui en bénéficiaient avant cette réforme. Ces allocations sont destinées aux personnes âgées d'au moins 65 ans (ou ayant atteint l'âge minimum de départ à la retraite en cas d'incapacité au travail) qui disposent de ressources inférieures au seuil du minimum vieillesse. Elles sont versées par les caisses de retraite ou par le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées et financées par le Fonds de solidarité vieillesse.

L'allocation de solidarité spécifique (ASS)

Instituée en 1984, c'est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage ou aux demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus, et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

La Couverture Maladie Universelle Complémentaire

Instaurée par la loi du 27 juillet 1999, la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) est entrée en application le 1er janvier 2000. Elle permet l'accès à une protection complémentaire de santé gratuite. Elle couvre un panier de dépenses restant à la charge de l'assuré après l'intervention des régimes de base de la Sécurité sociale.

La CMU-C est accordée, pour un an, aux personnes ayant une résidence stable et régulière sur le territoire français, appartenant à un foyer dont les ressources perçues au cours des douze derniers mois sont inférieures à un certain seuil, fixé au 1er avril 2019 à 746 euros mensuels en moyenne pour une personne seule et sans enfant, en Métropole. Les foyers percevant le revenu de solidarité active (RSA) sont éligibles à la CMU-C, sans nouvelle étude de leur dossier. Le renouvellement automatique de la CMU-C pour les titulaires du RSA est effectif depuis le 1er avril 2019.

Aide complémentaire :

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/minima-sociaux-et-prestations-sociales-menages-aux-revenus-modestes-et-12002> ►

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/minima-sociaux/les-minima-sociaux/article/definitions-et-baremes-relatifs-aux-minimas-sociaux> ►

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/minima-sociaux> ►

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/redistribution-les-effets-des-prestations-sociales-sur-le-niveau-de-vie-des> ►

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/80-des-beneficiaires-du-rsa-soumis-aux-droits-et-devoirs-sont-orientes-vers-un> ►

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/accompagnement-professionnel-de-la-dependance-des-personnes-agees> ►

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/l-aide-et-l-action-sociales-en-france-perse-d-autonomie-handicap-protection-de> ►



Pauvreté - Précarité - Exclusion

Revenus et inégalités de revenus (année 2016)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Niveau de vie médian des ménages (en euros) (1)	21 478	20 579	20 742	20 658	19 519	20 751	19 249	22 906	20 301	20 370	19 905	20 642	20 525	20 809	nd	17 057	nd	14 733	4 608	nd
Disparités des revenus des ménages (rapport inter décile D9/D1 du niveau de vie) (1)	3,4	3,1	2,9	3,0	3,7	3,4	3,2	4,5	3,0	3,1	3,4	2,8	3,7	3,5	nd	4,4	nd	4,6	14,1	nd
Taux de pauvreté monétaire (seuil de pauvreté à 60%) (1)	12,7	13,1	11,1	13,2	19,6	14,5	18,3	15,7	13,7	13,7	16,9	11,0	17,2	14,7	nd	29,8	nd	39,0	83,9	nd
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de moins de 30 ans (1)	19,6	20,8	19,8	21,8	25,6	24,5	29,4	19,2	22,6	23,1	26,8	17,9	24,7	22,5	nd	49,0	nd	52,5	nd	nd
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de 75 ans ou plus (1)	7,9	7,9	8,2	7,2	17,5	7,6	9,7	7,9	7,4	10,3	11,8	7,1	10,3	8,9	nd	31,1	nd	39,6	nd	nd
Intensité de la pauvreté monétaire (1)	19,7	18,9	18,8	19,7	21,7	19,9	19,2	23,0	19,2	19,7	20,9	18,2	22,0	20,5	nd	23,8	nd	24,6	nd	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES ; Insee, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) ; DGFIP ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA ; Caf, données au 31/12/2016 ; Enquête budget famille

Pauvreté - Précarité - Exclusion

Revenus et inégalités de revenus (année 2016)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre total de ménages fiscaux	3 338 422	1 221 281	1 440 097	1 112 341	124 341	2 322 241	2 415 251	4 884 307	1 410 876	2 615 300	2 521 915	1 577 232	2 226 183	27 209 787	nd	148 960	nd	307 206	66 520	nd
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	52,6	50,6	49,3	51,4	47,3	49,7	45,7	63,9	49,1	48,5	46,7	49,0	51,4	52,0	nd	33,3	nd	27,8	12,5	nd
Revenu salarial annuel moyen par sexe et PCS dans le secteur privé (1)	22 130	20 380	20 200	21 440	18 760	20 870	21 040	29 470	21 200	20 420	20 750	20 700	21 230	22 950	21 230	21 050	21 780	19 530	nd	22 910
Femmes	18 340	17 050	17 020	18 330	16 360	17 380	17 580	25 500	17 740	17 510	17 440	17 250	17 890	19 460	19 540	19 350	20 110	18 040	nd	19 450
Hommes	25 040	22 910	22 720	23 820	20 680	23 570	23 400	32 610	23 750	22 750	23 380	23 360	23 950	25 650	22 810	22 640	22 830	20 540	nd	25 580
Cadres (y c les chefs d'entreprise salariés)	42 390	40 190	40 170	41 520	36 370	40 840	41 320	51 890	41 690	40 250	40 110	40 260	41 680	45 380	46 940	46 590	47 720	43 490	nd	45 380
Professions intermédiaires	23 990	23 620	23 010	24 440	25 070	24 070	23 950	26 200	24 660	23 410	23 060	23 220	23 910	24 270	25 730	24 910	27 810	23 760	nd	24 280
Employés	15 000	14 770	14 470	15 460	14 300	14 790	14 950	16 730	15 070	14 840	14 300	14 790	14 700	15 230	16 680	16 520	16 340	15 590	nd	15 250
Ouvriers	17 520	17 450	16 690	17 450	16 340	17 750	17 450	17 430	18 090	16 800	16 320	17 230	16 600	17 260	16 360	16 830	15 870	16 170	nd	17 240

(1) Salariés au lieu de résidence, du secteur privé et des entreprises publiques, y compris les bénéficiaires de contrats aidés. Sont exclus les apprentis, les stagiaires, les salariés agricoles et les salariés des particuliers employeurs.

Sources : DREES ; Insee, DADS, fichier salariés au lieu de résidence ; Insee-DGFIP ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) ; DGFIP ; IEDOM Rapport annuel 2018 Mayotte

Pauvreté - Précarité - Exclusion

Inclusion bancaire

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de dossiers de surendettement déposés et part des dossiers jugés recevables																				
Dossiers de surendettement déposés																				
2008	19 295	9 347	8 069	8 040	550	17 567	25 683	30 603	13 245	17 583	14 060	8 983	15 460	188 485	349	350	217	757	4	190 162
2017	20 297	9 106	8 501	8 514	597	15 125	24 476	24 213	12 472	18 005	15 122	9 614	15 084	181 126	342	446	187	1 215	17	183 333
2018	17 717	8 420	7 585	7 627	543	13 319	22 431	22 372	11 125	16 233	13 783	7 984	13 797	162 936	426	405	215	1 157	11	165 150
Dossiers de surendettement jugés recevables																				
2008	17 721	8 110	7 250	6 716	442	15 407	21 740	25 313	11 589	14 432	11 983	7 884	12 446	161 033	291	248	172	555	1	162 300
2017	18 610	8 570	7 848	7 762	510	13 773	22 911	22 149	11 580	17 088	13 562	8 817	13 580	166 760	285	379	169	949	10	168 552
2018	16 577	7 286	7 075	7 052	467	12 197	20 330	20 032	9 907	14 521	12 410	7 324	12 675	147 853	333	319	208	984	6	149 703
Part des dossiers de surendettement jugés recevables																				
2008	91,8	86,8	89,9	83,5	80,4	87,7	84,6	82,7	87,5	82,1	85,2	87,8	80,5	85,4	83,4	70,9	79,3	73,3	25,0	85,3
2017	91,7	94,1	92,3	91,2	85,4	91,1	93,6	91,5	92,8	94,9	89,7	91,7	90,0	92,1	83,3	85,0	90,4	78,1	58,8	91,9
2018	93,6	86,5	93,3	92,5	86,0	91,6	90,6	89,5	89,1	89,5	90,0	91,7	91,9	90,7	78,2	78,8	96,7	85,0	54,5	90,6

Source : Banque de France

Pauvreté - Précarité - Exclusion

Chômage

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Données septembre 2019																				
Nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	647 540	215 030	265 240	216 930	18 390	450 650	577 790	995 940	279 850	501 190	576 150	318 750	487 060	5 550 510	63 620	52 080	25 510	166 280	14 400	5 872 400
Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	377 450	118 580	140 300	122 130	13 250	266 580	356 630	667 740	158 080	273 220	344 860	163 540	302 750	3 305 110	53 890	41 300	22 520	137 170	13 313	3 573 303
Nombre de demandeurs d'emploi longue durée (Catégories A, B, C)	289 440	100 870	124 600	104 990	6 410	218 480	292 930	459 470	138 510	237 660	276 560	150 340	227 430	2 627 690	37 140	27 400	8 880	98 850	4 400	2 804 360
Proportion en % des femmes parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	53,1	52,8	54,2	53,0	55,2	51,0	50,7	50,6	53,2	54,7	52,7	55,1	51,8	52,4	58,4	58,3	58,7	51,7	65,2	52,5
Proportion en % des moins de 25 ans parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	13,7	14,6	14,4	14,8	13,3	13,9	16,3	9,8	16,5	13,8	13,3	15,9	12,6	13,5	11,1	10,9	15,2	12,9	16,4	13,5
Proportion en % des 50 ans et plus parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	24,9	26,7	25,0	25,8	28,3	26,4	23,4	26,7	24,6	26,3	26,6	23,9	27,5	25,8	33,5	35,3	22,9	27,9	17,1	26,0
Taux de chômage localisé (2ème trimestre 2019) en % (1)	7,3	7,3	7,0	8,0	8,6	8,1	10,4	7,4	8,3	7,8	10,0	7,0	9,8	8,2	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Données 2017-2018																				
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en QPV																				
Catégorie A tous âges																				
Au 31 décembre 2017	40 887	15 230	9 925	19 661	nd	45 392	81 069	140 260	23 634	23 285	47 105	19 818	60 830	527 096	nd	nd	nd	30 886	13 171	nd
Au 31 décembre 2018	40 136	15 079	9 672	19 407	nd	43 616	79 708	138 137	22 308	22 640	45 387	19 785	59 481	515 356	nd	nd	nd	31 916	10 939	nd
Catégorie A, B, C tous âges																				
Au 31 décembre 2017	62 052	23 142	15 165	29 902	nd	65 119	114 311	200 241	34 721	35 858	65 560	30 876	84 203	761 150	nd	nd	nd	36 387	13 903	nd
Au 31 décembre 2018	60 941	23 028	14 747	29 293	nd	63 053	113 916	199 059	32 826	35 365	63 988	30 797	83 623	750 636	nd	nd	nd	37 629	11 810	nd
Nombre de demandeurs d'emploi de longue durée en QPV au 31 décembre 2018																				
Demandeurs d'emploi dans les QPV (catégorie A, B ou C)	60 941	23 028	14 747	29 293	nd	63 053	113 916	199 059	32 826	35 365	63 988	30 797	83 623	750 636	nd	nd	nd	37 629	3 768	nd
Demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) dans les QPV (catégorie A, B ou C)	27 969	10 571	6 699	14 068	nd	30 669	57 762	93 723	15 609	16 134	29 371	14 771	38 874	356 220	nd	nd	nd	22 309	2 907	nd
Part des demandeurs d'emploi de longue durée (1 an ou plus) parmi les demandeurs d'emploi au sein des QPV (catégorie A, B ou C) (en %)	45,9	45,9	45,4	48,0	nd	48,6	50,7	47,1	47,6	45,6	45,9	48,0	46,5	47,5	nd	nd	nd	59,3	77,1	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux, données provisoires

Sources : DREES ; Insee, estimations de taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT ; Pôle emploi ; Dares, statistiques du marché du travail (champ : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi) ; ASP, traitement Dares

Pauvreté - Précarité - Exclusion

RSA et Minima sociaux

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 31.12.2018 (1)	158 284	58 506	59 385	59 230	6 309	145 094	223 076	339 508	83 973	145 910	190 445	66 926	159 922	1 696 600	44 055	36 282	22 303	98 992	5 617	1 903 800
Dont :																				
RSA majoré	18 630	7 084	6 950	7 592	628	16 913	29 025	33 860	10 880	16 465	21 371	9 178	18 670	197 200	5 158	4 223	6 346	16 217	0	229 200
RSA non majoré	139 547	51 386	52 400	51 580	5 678	128 130	193 982	305 547	73 053	129 326	168 981	57 713	141 193	1 498 500	38 894	32 055	15 954	82 767	5 617	1 673 800
RSA jeune	107	36	35	58	3	51	69	101	40	119	93	35	59	800	3	4	3	8	0	800
Taux de population couverte par le RSA en % (allocataire, conjoint et personnes à charge) (2) (4)	4,0	4,3	3,3	4,8	3,3	5,4	8,0	5,3	5,1	4,8	6,3	3,5	6,4	5,2	21,9	17,6	22,2	26,2	5,9	5,8
Allocataires de la prime d'activité au 31.12.2018 (1)	353 889	126 372	150 779	120 308	12 956	257 572	331 805	452 685	160 977	305 969	333 698	176 656	257 609	3 041 300	20 820	24 855	7 859	61 324	787	3 156 900
Dont :																				
Prime d'activité majorée	18 181	7 080	8 218	7 145	710	13 289	16 494	27 977	9 753	16 194	16 802	9 905	13 871	165 600	1 681	1 872	1 189	4 375	0	174 700
Prime d'activité non majorée	335 708	119 292	142 561	113 163	12 246	244 283	315 311	424 708	151 224	289 775	316 896	166 751	243 738	2 875 700	19 139	22 983	6 670	56 949	787	2 982 200
Allocataires de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) au 31.12.2017 (3)	39 330	15 500	16 040	15 460	1 610	39 520	48 170	67 740	21 790	33 360	43 690	17 330	33 650	393 190	7 380	6 820	1 160	18 140	60	426 750
Allocataires de l'ASS pour 100 personnes de 15 à 64 ans (4)	0,8	0,9	0,8	1,0	0,8	1,1	1,3	0,8	1,1	0,9	1,2	0,8	1,1	1,0	3,1	3,0	0,6	3,2	0,0	1,0
Allocataires de l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) et de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) au 31.12.2017 (5)	50 350	17 930	18 790	14 980	7 960	32 400	39 690	80 010	19 380	47 890	62 190	19 630	68 640	479 840	21 780	15 010	3 770	24 300	nd	544 700
Allocataires de l'ASV et de l'ASPA pour 100 personnes de 60 ans et plus	2,4	2,1	2,0	2,0	7,8	2,2	2,7	3,2	2,1	2,6	3,6	1,9	4,6	2,8	21,8	14,3	14,4	15,8	nd	3,1
Bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire (CMUC) en 2018																				
Bénéficiaires de la CMUC complémentaire	482 853	173 257	159 575	182 282	17 924	419 614	658 678	929 356	249 202	412 396	544 597	209 692	457 385	4 896 811	108 177	79 817	91 708	303 640	nd	5 480 153
Bénéficiaires de la CMUC en % de la population totale (4)	6,0	6,2	4,8	7,1	5,3	7,6	11,0	7,6	7,5	6,9	9,3	5,6	9,1	7,6	28,0	21,7	31,9	35,2	nd	8,2

(1) Les données portant sur les allocataires relevant des Caf sont établies selon le territoire de gestion des Caf et non selon le lieu de résidence

(2) Population couverte par le RSA : l'allocataire, le conjoint et les personnes à charge. Hors «RSA jeunes» (à la charge de l'État). Attention rupture de série : à la suite d'une amélioration du système de production statistique de la Cnaf sur les bénéficiaires de prestations légales, les données à partir de 2016 ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

(3) Données semi définitives

(4) Indicateurs sociaux départementaux

(5) Les données par département de résidence sont estimées pour les DOM. Les données départementales de la Haute-Corse et de la Corse du Sud correspondent au nombre d'allocataires au niveau régional divisé par 2.

Sources : DREES ; données CNAMTS, RSI, CCMSA, Calculs Fonds CMU ; MSA ; Cnaf ; Insee, estimations de population au 01/01/2019 (Résultats provisoires arrêtés début 2019), estimations de population au 01/01/18 (résultats provisoires arrêtés fin 2018) ; Pôle emploi ; Fichier national des Assedic ; RSI ; Fonds CMU ; estimation DREES, FSV (Fonds solidarité Vieillesse) et enquête DREES auprès de la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), du régime social des indépendants (RSI), de la MSA, de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM), de la société nationale des chemins de fer (SNCF), de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes (CAVIMAC) pour la France métropolitaine ; estimation DREES, CNAV pour les DOM

Immigration - Intégration

Immigration et origines en 2016

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de personnes immigrées	744 068	191 359	114 689	177 521	33 376	491 976	321 531	2 331 493	141 244	365 867	507 683	142 628	532 068	6 095 503	nd	nd	nd	nd	nd	6 226 572
Pays de naissance des immigrés																				
Portugal	83 948	26 576	7 630	32 775	8 112	36 672	26 267	242 376	11 160	61 707	46 306	10 305	27 700	621 534	nd	nd	nd	nd	nd	621 986
Italie	59 889	12 039	2 184	3 902	4 026	43 106	14 010	56 922	3 011	10 122	22 230	2 847	51 556	285 844	nd	nd	nd	nd	nd	286 392
Espagne	31 520	6 492	2 497	6 502	722	12 575	7 295	46 487	2 941	33 479	68 967	3 297	25 015	247 789	nd	nd	nd	nd	nd	248 403
Autres pays de l'UE (à 27)	72 695	19 621	27 711	15 146	4 227	94 545	49 285	182 138	20 433	79 913	84 065	22 111	69 326	741 216	nd	nd	nd	nd	nd	744 280
Autres pays d'Europe	66 706	19 132	6 405	7 009	679	42 852	8 073	82 192	5 025	12 739	17 591	7 875	23 840	300 118	nd	nd	nd	nd	nd	300 744
Algérie	120 874	22 773	5 958	15 750	1 352	59 357	60 039	316 432	20 048	23 620	58 588	12 245	89 870	806 906	nd	nd	nd	nd	nd	807 452
Maroc	67 328	28 541	9 810	27 910	10 262	53 140	58 992	245 140	17 004	46 029	96 857	15 979	77 581	754 573	nd	nd	nd	nd	nd	755 286
Tunisie	40 742	5 544	2 704	4 459	2 077	9 331	8 251	119 935	4 762	5 890	11 094	5 842	55 018	275 649	nd	nd	nd	nd	nd	275 885
Autres pays d'Afrique	68 606	17 401	21 991	31 930	703	41 222	43 928	495 931	30 129	41 550	39 751	32 520	47 967	913 629	nd	nd	nd	nd	nd	931 213
Turquie	45 474	14 856	6 078	10 724	22	49 353	9 968	68 609	7 873	9 006	7 749	5 808	11 389	246 909	nd	nd	nd	nd	nd	246 941
Autres pays	86 286	18 384	21 721	21 414	1 194	49 823	35 423	475 331	18 858	41 812	54 485	23 799	52 806	901 336	nd	nd	nd	nd	nd	1 007 990
Part des femmes dans la population immigrée en %	51,6	51,4	50,4	50,6	46,3	50,6	48,9	51,6	49,7	51,6	51,8	50,3	51,6	51,3	61,6	62,2	51,4	61,9	nd	51,4

Sources : Insee, RP2016 exploitation principale, géographie au 01/01/2018, RP 2016 exploitation complémentaire pour les Dom

Immigration - Intégration

Activité et chômage de la population immigrée et étrangère

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Activité de la population âgée de 15 ans et plus en 2016																				
Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi	3 305 419	1 123 599	1 317 062	1 031 418	130 177	2 249 299	2 264 119	5 413 700	1 314 892	2 345 665	2 229 473	1 536 210	1 912 139	26 173 174	127 151	131 245	67 580	259 770	nd	26 758 920
Immigrés	306 695	71 120	47 781	73 044	15 041	189 975	114 529	1 205 741	53 905	143 964	185 011	57 538	196 456	2 660 800	5 347	3 299	19 052	6 247	nd	2 694 746
Non immigrés	2 998 724	1 052 479	1 269 280	958 374	115 136	2 059 325	2 149 590	4 207 959	1 260 987	2 201 702	2 044 462	1 478 672	1 715 683	23 512 374	121 804	127 945	48 527	253 523	nd	24 064 174
Français	3 126 015	1 085 284	1 287 613	990 399	118 177	2 137 923	2 198 395	4 707 773	1 285 894	2 253 832	2 125 415	1 503 777	1 798 412	24 618 910	123 536	129 296	53 521	257 374	nd	25 182 637
Étrangers	179 404	38 315	29 449	41 019	12 000	111 376	65 724	705 927	28 998	91 834	104 058	32 433	113 727	1 554 264	3 615	1 949	14 059	2 396	nd	1 576 283
Taux de chômage de la population âgée de 15 ans et plus (1) en 2016	12,0	12,7	11,9	12,9	12,9	14,0	17,0	12,6	13,8	13,3	15,3	11,9	14,9	13,5	29,1	24,8	35,2	34,6	nd	14,0
Immigrés	22,4	24,5	25,9	25,3	18,7	24,4	28,1	18,9	28,8	23,9	26,5	31,0	48,5	22,5	53,4	40,9	51,5	46,1	nd	23,0
Non immigrés	10,8	11,8	11,3	11,8	12,0	12,9	16,3	10,6	13,0	12,5	14,1	11,0	36,7	12,4	27,4	24,2	25,3	34,2	nd	12,9
Français	11,1	12,0	11,5	12,1	12,2	13,3	16,4	11,2	13,2	12,7	14,4	11,2	13,9	12,7	27,5	24,3	25,0	34,3	nd	13,1
Étrangers	24,8	28,6	28,6	29,1	19,2	26,7	31,7	21,0	33,4	26,1	29,4	35,7	27,9	24,9	59,3	46,2	57,2	52,0	nd	25,7

(1) Au sens du recensement de la population

Source : Insee, RP 2016 exploitation principale

Sources : INSEE, DREES, DGCS, CNAF, MSA, CNAV.

Pour en savoir plus :

L'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)

Instituée en 1975, elle s'adresse aux personnes handicapées âgées de plus de 20 ans ne pouvant prétendre ni à un avantage vieillesse ni à une pension d'invalidité ni à une rente d'accident du travail. Le titulaire doit justifier d'un taux d'incapacité d'au moins 80%, ou d'au moins 50% si la CDAPH (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) reconnaît qu'il lui est impossible de travailler en raison de son handicap.

La prestation de compensation du handicap (PCH)

La prestation de compensation du handicap (PCH) a été introduite en 2006 et a vocation à se substituer à l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP). L'aide est octroyée en fonction des limitations fonctionnelles. L'article D.245-4 du CASF dispose : « A le droit, ou ouvre le droit à la prestation de compensation [...], la personne qui présente une difficulté absolue pour la réalisation d'une activité ou une difficulté grave pour la réalisation d'au moins deux activités telles que définies dans le référentiel figurant à l'annexe 2-5 [du code] ». Il s'agit d'une aide en nature, permettant de financer un ou plusieurs types de prises en charge : aides humaines, aides techniques, aménagements du logement et du véhicule, charges spécifiques ou exceptionnelles, aides animalières. Depuis 2008, la PCH est ouverte aux personnes de moins de 20 ans et elle peut se substituer au complément de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH).

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)

Mise en place en 2002, l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) est versée par les conseils départementaux aux personnes âgées de 60 ans ou plus qui sont évaluées comme dépendantes d'après la grille AGGIR (autonomie gérontologique groupes iso-ressources), qu'elles vivent à leur domicile ou qu'elles résident en établissement. Cette prestation permet de financer en partie les différentes aides (humaines et techniques) auxquelles ces personnes ont recours pour compenser leurs difficultés dans la réalisation des actes de la vie quotidienne.

La grille AGGIR permet une évaluation de la perte d'autonomie de la personne en repérant ce qu'elle fait et ce qu'elle ne fait pas seule. 'Seule' signifie que l'on exclut ce que font les aidants et les soignants ; en revanche, les aides matérielles et techniques (comme les lunettes, prothèses, fauteuil roulant, poche de colostomie...) sont prises en compte. Elle distingue six niveaux de GIR (Groupes iso-ressources) permettant de classer les personnes en fonction des différents stades de perte d'autonomie.

Les services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Les services sont autorisés selon la procédure d'autorisation et, le cas échéant d'appel à projet, prévue par le code de l'action sociale et des familles pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux.

Les mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel

Les mandataires exerçant à titre individuel doivent effectuer une demande d'agrément auprès de la DDSC ou DDSC-PP, avec copie au procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu de département pour pouvoir exercer.

Aide complémentaire :

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/handicap-et-dependance/article/les-donnees-individuelles-apa-ash> ►

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/handicap-et-dependance/le-handicap-et-la-dependance/article/donnees-concernant-l-allocation-personnalisee-d-autonomie-apa> ►

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/minima-sociaux-et-prestations-sociales-menages-aux-revenus-modestes-et-12002> ►

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/l-aide-et-l-action-sociales-en-france-perde-d-autonomie-handicap-protection-de> ►

<https://solidarites-sante.gouv.fr/affaires-sociales/familles-enfance/protection-juridique-des-majeurs/article/mandataires-judiciaires-a-la-protection-des-majeurs> ►



Handicap - Dépendance

Allocataires AAH - APA - PCH - ACTP - Personnes prises en charge par des mandataires

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Adultes allocataires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) au 31.12.2018 (1)	128 151	56 595	66 429	44 284	7 763	94 939	125 803	156 817	69 012	120 684	130 310	57 492	93 784	1 152 063	10 529	8 791	2 475	20 229	399	1 194 486
Part des allocataires AAH dans la population des 20 ans à 64 ans en % (2)	2,9	3,7	3,7	3,2	4,1	3,0	3,7	2,2	3,8	3,7	4,0	2,8	3,4	3,2	4,9	4,2	1,6	4,1	0,4	3,2
Nombre de bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) au 31.12.2017	171 340	68 056	76 350	51 349	11 954	103 464	122 116	136 527	68 114	144 133	152 078	68 263	101 832	1 275 576	8 002	9 981	874	15 483	nd	1 309 916
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 60 ans et + (2)	5,6	8,3	8,1	6,9	11,9	7,1	8,6	5,6	7,4	8,0	9,0	6,8	7,0	7,6	8,2	9,8	3,6	10,6	nd	7,6
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 75 ans et + (2)	16,8	22,6	22,2	18,8	31,9	20,1	25,9	16,8	21,0	21,6	24,7	19,0	18,8	21,3	26,0	28,6	19,0	40,6	nd	21,5
Part des bénéficiaires de l'APA à domicile classés en GIR 1 ou 2 parmi l'ensemble des bénéficiaires de l'APA à domicile (2)	15,6	15,3	18,7	20,6	26,3	21,6	21,3	23,6	21,4	17,3	18,3	14,2	16,0	18,9	16,0	19,0	29,5	25,5	nd	19,0
Prestation de Compensation du Handicap (PCH) & Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP)																				
Nombre d'allocataires PCH + ACTP au 31.12.2017	47 137	18 506	17 575	14 138	3 409	31 090	37 658	47 430	16 865	32 060	34 692	19 598	27 521	347 679	3 230	2 796	769	5 320	nd	359 794
Nombre d'allocataires PCH + ACTP / 1 000 personnes sur la population générale (2)	5,9	6,6	5,3	5,5	10,1	5,6	6,3	3,9	5,1	5,4	5,9	5,2	5,5	5,4	8,4	7,6	2,7	6,2	nd	5,4
Nombre de personnes prises en charge par des mandataires individuels au 31.12.2018	7 216	3 919	1 755	3 414	552	7 617	2 937	16 004	3 327	11 088	13 783	4 521	9 044	85 177	184	273	0	226	0	85 860
Nombre de personnes prises en charge par des services mandataires au 31.12.2018	45 446	20 463	25 713	18 154	568	30 253	45 680	33 275	28 366	48 671	31 490	22 312	21 980	372 371	1 567	887	386	3 800	205	379 216
Nombre total de personnes prises en charge par des mandataires individuels et des services mandataires au 31.12.2018	52 662	24 382	27 468	21 568	1 120	37 870	48 617	49 279	31 693	59 759	45 273	26 833	31 024	457 548	1 751	1 160	386	4 026	205	465 076

(1) Pour les données Cnaf la répartition est faite selon le département de la caisse de gestion

(2) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, enquête aide sociale, ISD ; Cnaf ; MSA ; Insee, estimations de population au 01/01/2019 (résultats provisoires arrêtés fin 2018) ; Cnav pour les Dom ; DGCS



Sources : DREES, INSEE, CGET, CNAF.

Pour en savoir plus :

L'aide sociale départementale

Les compétences des départements en matière d'aide sociale recouvrent l'aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées, à l'enfance et à l'insertion.

- L'aide sociale aux personnes âgées comprend : les dépenses relatives à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), à l'aide à domicile (aides ménagères...), ainsi que les dépenses liées aux prises en charge d'hébergement ;
- L'aide sociale aux personnes handicapées recouvre les dépenses de prestation de compensation du handicap (PCH), d'aides à domicile (aides ménagères ou auxiliaires de vie...), ainsi que les aides à l'hébergement (accueil en établissement, accueil de jour et accueil familial) ;
- L'aide sociale à l'enfance tient compte des dépenses pour les enfants placés, y compris les frais inhérents à ce placement, et également des mesures d'aide éducative ;
- L'insertion comprend le versement du RSA ainsi que l'accompagnement des bénéficiaires de cette allocation et des contrats aidés (CUI-CIE et CUI-CAE).

La politique de la ville

La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle se déploie sur des territoires infra-urbains appelés « quartiers prioritaires de la politique de la ville » (QPV), caractérisés par un écart de développement économique et social important avec le reste des agglomérations dans lesquels ils sont situés.

Aide complémentaire :

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/l-aide-et-l-action-sociales-en-france-perde-d-autonomie-handicap-protection-de> ►

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/communiqués-de-presse/article/en-2018-le-nombre-de-mesures-d-aide-sociale-a-l-enfance-augmente-de-3-1-et-les> ►

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/aide-sociale-aux-personnes-agees-ou-handicapees-les-departements-ont-attribue-2> ►



Cohésion sociale

Politique de la ville en 2013 (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de quartiers prioritaires	140	58	32	52	5	116	199	272	62	81	105	46	128	1 296	16	7	32	49	36	1 436
Population légale en quartier prioritaire	411 430	149 803	89 040	157 066	14 277	397 680	667 970	1 546 031	194 425	209 287	358 011	149 835	511 191	4 856 046	58 918	27 316	104 402	163 527	143 581	5 353 790
Population légale des communes	7 757 595	2 819 783	3 258 707	2 570 548	320 208	5 552 388	5 987 883	11 959 807	3 328 364	5 844 177	5 683 878	3 660 852	4 953 675	63 697 865	402 119	385 551	244 118	835 103	212 600	65 777 356
Part de la population résidant dans un quartier prioritaire en %	5,3	5,3	2,7	6,1	4,5	7,2	11,2	12,9	5,8	3,6	6,3	4,1	10,3	7,6	14,7	7,1	42,8	19,6	67,5	8,1

(1) Mayotte : population issue du RP 2012

Sources : Insee, RP 2013 exploitation principale, RP 2013 exploitation complémentaire pour les Dom, CGET



Cohésion sociale

Bénéficiaires de l'Aide Sociale Départementale (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Aide Sociale aux Personnes Agées au 31 décembre 2017 (1)	187 114	74 377	83 422	55 342	13 245	113 814	136 348	156 508	75 579	156 231	164 354	76 368	117 798	1 410 500	9 815	11 806	1 200	19 057	nd	1 452 378
Dont Aide à domicile (APA à domicile, aides ménagères)	100 878	39 043	37 697	25 890	10 447	58 358	76 646	85 238	40 327	84 617	100 362	28 894	64 612	753 009	7 926	8 678	769	16 509	nd	786 891
Dont Aide à l'accueil (APA en établissement, aide sociale à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers)	86 236	35 334	45 725	29 452	2 798	55 456	59 702	71 270	35 252	71 614	63 992	47 474	53 186	657 491	1 889	3 128	431	2 548	nd	665 487
Aide Sociale aux Personnes Handicapées au 31 décembre 2017 (2)	68 405	26 645	29 168	21 432	3 886	45 135	52 936	73 486	26 341	50 226	49 696	29 841	39 144	516 341	3 685	3 060	833	7 750	nd	531 669
Dont Aide à domicile (PCH, ACTP à domicile, Aides ménagères)	47 417	18 355	20 038	14 006	3 441	31 659	37 961	47 356	17 601	33 576	36 636	20 555	29 929	358 530	3 223	2 800	768	6 107	nd	371 428
Dont Aide à l'accueil (ACTP en établissement, Aides à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers, accueil de jour)	20 988	8 290	9 130	7 426	445	13 476	14 975	26 130	8 740	16 650	13 060	9 286	9 215	157 811	462	260	65	1 643	nd	160 241
Aide Sociale à l'Enfance (Nombre de mineurs et jeunes majeurs) au 31 décembre 2016	16 268	7 911	8 820	6 057	390	15 357	23 872	25 360	10 889	16 045	14 520	8 025	8 995	162 509	1 198	1 428	1 028	2 572	nd	168 735
Dont Enfants confiés à l'ASE	14 571	7 323	8 272	5 635	332	13 863	21 843	23 494	10 101	14 049	13 277	7 222	7 911	147 893	950	1 210	781	2 092	nd	152 926
Dont Placements directs	1 697	588	548	422	58	1 494	2 029	1 866	788	1 996	1 243	803	1 084	14 616	248	218	247	480	nd	15 809

(1) Il s'agit du nombre de bénéficiaires (ayant des droits ouverts) au 31 décembre de chaque année. Hormis pour l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) où ce sont des bénéficiaires payés au titre du mois de décembre qui sont comptabilisés.

Totalise des mesures d'aides et non des individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide, en particulier l'APA et l'ASH.

(2) Il s'agit d'un nombre d'aides sociales et non d'individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide.

Source : DREES, enquête Aide sociale 2016 et 2017

Cohésion sociale

Dépenses d'Aide Sociale Départementale (en milliers d'euros) pour l'année 2017

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes âgées (1) (2)	921 873	359 821	405 728	283 564	62 793	555 240	714 884	999 044	397 946	781 468	818 062	377 596	592 310	7 269 917	81 545	89 976	16 555	147 506	nd	7 605 913
Dont Dépenses brutes d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (3)	746 418	287 724	341 364	240 466	49 042	473 240	559 607	651 754	319 936	645 422	686 091	285 977	440 263	5 727 305	42 554	58 622	7 760	106 233	nd	5 942 474
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes handicapées (1) (2)	1 080 471	386 548	426 513	346 803	39 912	605 254	780 205	1 385 391	395 149	810 366	802 727	460 425	612 277	8 132 042	39 868	31 665	9 052	107 004	nd	8 319 630
Dont Dépenses brutes de PCH et d'ACTP (2)	281 432	83 398	107 591	73 866	23 606	172 212	227 586	367 435	107 196	223 587	251 139	115 510	210 827	2 245 386	24 105	23 258	4 276	38 887	nd	2 335 912
Dépenses brutes totales d'aide sociale à l'Enfance (1)	810 059	334 169	382 185	265 609	16 425	652 110	858 498	1 695 153	406 837	693 510	681 138	403 583	511 109	7 710 385	61 359	60 996	33 906	98 093	nd	7 964 738
Dont dépenses de placement ASE (4)	655 130	290 201	287 964	195 787	12 575	546 235	715 007	1 199 337	343 781	573 954	566 953	320 542	400 860	6 108 325	42 566	51 913	28 831	86 329	nd	6 317 965
Dépenses totales brutes d'allocations et d'insertion liées au RSA (1)	983 894	368 843	367 138	369 720	43 927	925 502	1 398 291	1 989 186	524 354	913 158	1 177 269	440 030	1 023 192	10 524 505	291 089	213 433	153 496	635 745	nd	11 818 268
Dont dépenses d'allocations	884 650	337 347	329 123	336 626	36 064	844 068	1 314 329	1 859 356	476 550	825 035	1 060 469	384 646	900 434	9 588 697	263 916	203 897	150 030	601 581	nd	10 808 121
Dépenses totales brutes, y compris services communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel	4 182 319	1 609 765	1 746 528	1 381 796	181 244	2 992 988	4 103 502	6 701 834	1 884 983	3 484 428	3 851 331	1 843 948	3 030 800	36 995 463	484 728	411 502	221 823	1 047 740	nd	39 161 257
Dépenses totales nettes d'aide sociale, y compris les frais communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel	4 034 956	1 524 728	1 719 666	1 302 900	169 624	2 871 781	4 045 677	6 422 196	1 820 403	3 338 069	3 708 200	1 780 542	2 951 398	35 690 141	476 579	399 059	167 200	1 040 912	nd	37 773 891
Dépenses totales nettes d'aide sociale par habitant	503	545	517	508	500	520	677	526	548	558	629	470	583	551	1 245	1 095	564	1 201	nd	564

(1) Dépenses brutes : avant déduction des recouvrements auprès d'autres collectivités territoriales, des remboursements de participations et de prestations.

Dépenses nettes : dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA, du FMDI et de la TICPE.

Les dépenses d'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées sont, y compris au sein des dépenses brutes, nettes des récupérations sur bénéficiaires, tiers payants et succession.

(2) Les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes handicapées.

(3) Les dépenses totales brutes d'APA comprennent les dépenses brutes d'APA à domicile et en établissement ainsi que d'autres dépenses d'APA.

(4) Comprend les dépenses de placement en établissements, les dépenses de placement familial et les autres frais de placement

Source : DREES, Enquête Aide sociale 2017

Sources : DREES, FINESS, ARS, INSEE

Pour en savoir plus :

FINESS

Le répertoire FINESS (Fichier national des établissements sanitaires et sociaux) donne accès à une sélection d'informations sur les établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux et sur les établissements de formation aux professionnels de ces secteurs, actualisée au quotidien en fonction des modifications effectuées au niveau territorial (ARS, DR(D) JSCS). Il constitue la référence en matière d'inventaire de ces structures et des équipements soumis à autorisation préalable en application des dispositions du code de la santé publique ou du code de l'action sociale et des familles.

EHPAD

Un EHPAD est un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes dédié à l'accueil des personnes âgées de plus de 60 ans en situation de perte d'autonomie physique ou psychique et qui ne peuvent ou ne veulent plus être maintenues à domicile. C'est une structure médicalisée qui accueille en chambre individuelle ou collective et qui offre, en plus de l'aide à la vie quotidienne (lever, coucher, toilette, repas...) et des soins médicaux personnalisés, les services tels que la restauration, la blanchisserie, les animations... Le statut de l'EHPAD peut être public, privé à but lucratif ou privé associatif.

Résidence autonomie

Les résidences autonomie sont des ensembles de logements pour les personnes âgées associés à des services collectifs, souvent construites à proximité des commerces, des transports et des services. Elles sont majoritairement gérées par des structures publiques ou à but non lucratif.

ESLD

Les établissements de soins de longue durée dépendent des centres hospitaliers. Les ESLD sont spécifiquement réservés aux personnes fortement dépendantes dont l'état de santé demande une surveillance médicale constante, des soins permanents et un suivi médical spécifique.

Centre de jour pour personnes âgées

Les centres de jour (Centres d'accueil de Jour - CAJ) accueillent à la journée (ou à la demi-journée) des personnes âgées dépendantes ou atteintes de la maladie d'Alzheimer avec l'objectif de maintenir l'autonomie et la socialisation. Ils leur permettent une poursuite de leur vie à domicile, de renouveler les contacts sociaux mais aussi de soulager les aidants et les familles. Ils les font participer à des ateliers par petits groupes et à la vie communautaire.

Les centres de jour sont fréquemment adossés à un EHPAD.

SSIAD

Les SSIAD (services de soins infirmiers à domicile) interviennent à domicile pour dispenser des soins aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Ils contribuent au maintien des personnes à leur domicile. Leurs interventions sont prises en charge par l'Assurance maladie. Elles se font sur prescription médicale.

SPASAD

Les SPASAD (services polyvalents d'aide et de soins à domicile) sont des services assurant à la fois les missions d'un SSIAD (service de soins infirmiers à domicile) et celles d'un service d'aide à domicile. Ils proposent à la fois des soins infirmiers et des aides à domicile.

MAS

Les Maisons d'Accueil Spécialisées reçoivent des personnes adultes qu'un handicap intellectuel, moteur ou somatique grave, ou une association de handicaps intellectuels, moteurs ou sensoriels rendent incapables de se suffire à elles-mêmes dans les actes essentiels de l'existence et tributaires d'une surveillance médicale ainsi que de soins constants. La prise en charge de cet établissement se fait par la sécurité sociale.

FAM

Le Foyer d'Accueil Médicalisé est destiné à recevoir des personnes adultes handicapées physiques, mentales ou atteintes de handicaps associés, dont la dépendance totale ou partielle les rend inaptes à toute activité professionnelle et rend nécessaire l'assistance d'une tierce personne. Ils assurent l'hébergement, la surveillance paramédicale, un suivi médical constant, et souvent une rééducation d'entretien et une animation.

Cet établissement est soumis à la double tarification (sécurité sociale et conseil départemental).

EAM

Les établissements d'accueil médicalisé (EAM) accueillent des adultes en situation de handicap inaptes à toute activité à caractère professionnel. Les personnes accueillies ont besoin de l'assistance d'une tierce personne pour la plupart des actes essentiels de l'existence et d'une surveillance médicale et de soins constants. Ils remplacent les foyers d'accueil médicalisé (FAM).

Foyer de vie

Le foyer de vie (ou foyer occupationnel) est un établissement qui accueille des adultes handicapés ayant une certaine autonomie pour leur proposer des animations, des activités en fonction de leur handicap. Certaines structures peuvent également proposer un hébergement.

Foyer d'hébergement

Les foyers d'hébergement sont des structures d'accueil ayant pour objectif de placer la personne handicapée (adulte) dans une dynamique d'insertion sociale. Ils assurent l'hébergement et l'entretien des personnes handicapées qui exercent une activité pendant la journée, en milieu ordinaire, dans différents établissements. Ils sont souvent rattachés à un service d'aide par le travail (ESAT), à une Entreprise Adaptée ou un Centre d'Initiation au Travail et aux Loisirs (CITL). Selon les foyers, il peut s'agir de personnes handicapées physiques ou mentales. Ce service vient généralement en complément d'actions pour la réinsertion professionnelle, en milieu ordinaire ou protégé. Les foyers d'hébergement ne sont pas médicalisés : les personnes y bénéficient d'un accompagnement par une équipe de travailleurs sociaux.

Foyer polyvalent

Les foyers d'accueil polyvalent sont une catégorie d'établissements permettant de comptabiliser les foyers d'hébergement proposant aux adultes handicapés à la fois de l'internat, des activités occupationnelles et de la prise en charge médicalisée.

EANM

Les établissements d'Accueil Non Médicalisé pour personnes handicapées (EANM) remplacent les foyers de vie, les foyers d'hébergement et les foyers d'accueil polyvalents pour adultes handicapés dans la nouvelle nomenclature Finess.

Établissement d'accueil temporaire

L'accueil temporaire permet d'être accueilli dans un établissement pour une durée limitée avec ou sans hébergement.

CRP

Les Centres de Rééducation Professionnelle (CRP) proposent des stages de rééducation professionnelle permettant aux personnes handicapées de suivre une formation qualifiante avec la possibilité d'être rémunérées.

L'objectif des Centres de Rééducation Professionnelle (CRP) est d'entraîner ou de ré-entraîner la personne au travail, en vue d'une insertion ou d'une réinsertion professionnelle.

Les Centres de Rééducation Professionnelle (CRP) sont des établissements médico-sociaux gérés par des organismes publics ou privés. Les frais de formation sont pris en charge par l'assurance maladie.

La durée des actions de formation est de 10 à 30 mois.

CPO

Un centre de pré-orientation contribue à l'orientation professionnelle des personnes en situation de handicap qui rencontrent des difficultés d'insertion dans le milieu du travail. Il propose des stages pour affiner un projet professionnel et faciliter l'insertion professionnelle.

UÉROS

L'UÉROS est une Unité d'évaluation, de réentraînement et d'orientation sociale ou professionnelle pour personnes cérébro-lésées.

ESAT

Les Établissements ou Services d'Aide par le Travail sont des établissements médico-sociaux.

Ils permettent aux travailleurs handicapés d'exercer une activité professionnelle adaptée à leurs capacités personnelles et de développer ainsi leur potentiel.

Pour être accueilli en ESAT, il faut une orientation professionnelle vers le milieu protégé par la CDAPH.

SAVS

Les Services d'Accompagnement à la Vie Sociale ont pour vocation de contribuer à la réalisation du projet de vie de personnes adultes handicapées par un accompagnement adapté favorisant le maintien ou la restauration de leurs liens familiaux, sociaux, scolaires, universitaires ou professionnels.

Ces services prennent en charge des personnes adultes, y compris celles ayant la qualité de travailleur handicapé, dont les déficiences et incapacités rendent nécessaires, dans des proportions adaptées aux besoins de chaque usager :

- Un accompagnement pour tout ou partie des actes essentiels de l'existence
- Un accompagnement social en milieu ouvert et un apprentissage à l'autonomie.

Les SAVS accompagnent des personnes handicapées sur décision de la CDAPH.

SAMSAH

Le Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés est un accompagnement médico-social adapté comportant des prestations de soins. Il accompagne les adultes handicapés dans leur projet de vie tout en favorisant les liens familiaux, sociaux, scolaires, professionnels.

Ce service prend en charge des adultes handicapés qui ont besoin d' :

- Une assistance ou un accompagnement pour tout ou partie des actes essentiels de l'existence
- Un accompagnement social en milieu ouvert et un apprentissage à l'autonomie

et également dans des proportions adaptées aux besoins de chaque usager :

- De soins réguliers et coordonnés
- Un accompagnement médical et paramédical en milieu ouvert.

Les SAMSAH accompagnent des personnes handicapées sur décision de la CDAPH.

IME

Les Instituts Médico Éducatifs accueillent les enfants atteints de déficiences intellectuelles qui ont en général entre 3 et 20 ans. Ils regroupent les anciens IMP (instituts médico-pédagogiques) et les anciens IMPRO (instituts médico professionnels). Les enfants sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.

Établissement pour enfants ou adolescents polyhandicapés

Les Établissements et services pour enfants et adolescents polyhandicapés accueillent et accompagnent des enfants qui souffrent d'un polyhandicap (association d'une déficience mentale grave à une déficience motrice importante) entraînant une réduction notable de leur autonomie. L'accueil se fait le plus souvent en internat ou en semi-internat. Le financement de ces établissements se fait par le biais du prix de journée et est pris en charge par l'Assurance Maladie.

ITEP

Les Instituts Thérapeutiques Éducatifs et Pédagogiques accueillent des enfants ou adolescents présentant des troubles de la conduite et du comportement qui ont entre 6 et 18 ans. Les ITEP remplacent les instituts de rééducation (IR).

Les enfants sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.

IEM

Les Instituts d'Éducation Motrice accueillent des enfants présentant une déficience motrice ou physique importante. Les enfants qui ont en général entre 3 et 20 ans sont orientés vers ces établissements par la CDAPH.



Jardin d'enfants spécialisé

Accueil d'enfants handicapés de 2 à 6 ans, présentant une déficience intellectuelle avec ou sans troubles associés. Les JES proposent un accueil sur mesure pour une éducation précoce. Ils développent les dimensions d'observation, de diagnostic, de dépistage, d'affinement des indications et d'orientation et visent l'épanouissement de la personnalité. Les JES permettent de développer les potentiels affectif, physique, intellectuel et relationnel, ainsi que les compétences de la personne handicapée mentale. Ils mènent des actions éducatives visant l'éveil sensori-moteur, la communication et le maximum d'autonomie possible. Ils apportent des soins médicaux et paramédicaux adaptés. Ce travail est effectué en partenariat avec l'Éducation nationale, les services de soins, l'entourage de l'enfant handicapé...

Établissement pour jeunes déficients sensoriels

Établissements pour déficients auditifs : les enfants accueillis par ces établissements, âgés de 3 à 20 ans sauf prolongation après cet âge par dérogation pour finir un cursus pédagogique ou au titre de « l'amendement Creton » en raison du manque de place en établissement pour adultes handicapés, sont atteints de déficiences auditives et reçoivent au sein de l'établissement des soins et une éducation spécialisée ou professionnelle.

Instituts pour déficients visuels : ces établissements accueillent des enfants et des adolescents déficients visuels âgés généralement de 3 à 20 ans sauf prolongation après cet âge par dérogation pour finir un cursus pédagogique ou au titre de « l'amendement Creton » en raison du manque de place en établissement pour adultes handicapés.

Instituts d'éducation sensorielle pour enfants sourds ou aveugles : ils ont pour but de fournir des soins et une éducation spécialisée ou professionnelle à des enfants déficients visuels ou déficients auditifs (il s'agit soit d'instituts d'éducation sensorielle pour enfants déficients auditifs ou pour enfants déficients visuels ayant une section pour enfants sourds et aveugles, soit d'un établissement de soins et d'éducation spécialisée pour enfants sourds et/ou aveugles).

SESSAD

Le Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile apporte un soutien spécialisé aux enfants et adolescents dans leurs différents lieux de vie et d'activités (domicile, crèche, école,...) et/ ou dans les locaux du service. Les enfants sont admis sur décision de la CDAPH. Les prestations sont prises en charge par la Sécurité sociale.

Son équipe pluridisciplinaire met en œuvre une prise en charge précoce de l'enfant et l'accompagnement des familles ; puis elle favorise le soutien à la scolarité de l'enfant et l'acquisition de l'autonomie.

Selon leur spécialité et selon l'âge des enfants, un SESSAD peut s'appeler différemment : SAFEP, SSEFIS, SAAAIS ou SSAD.

CDAPH

La Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées a été créée par la loi du 11 février 2005.

Elle succède ainsi à la CDES et à la COTOREP depuis le 1er janvier 2006 et siège au sein des MDPH. Elle prend les décisions relatives à l'ensemble des droits de la personne handicapée, notamment en matière d'attribution de prestations et d'orientation.

Aide complémentaire :

<http://finess.sante.gouv.fr/fininter/jsp/index.jsp>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/728-000-residents-en-etablissements-d-hebergement-pour-personnes-agees-en-2015>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/l-accueil-des-personnes-agees-en-etablissement-entre-progression-et>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/l-offre-d-accueil-des-personnes-handicapees-dans-les-etablissements-et-services>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/etablissements-de-sante-sociaux-et-medico-sociaux/article/l-enquete-aupres-des-etablissements-d-hebergement-pour-personnes-agees-ehpa>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/infographies/article/infographie-l-hebergement-des-personnes-agees-en-etablissement-les-chiffres>

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/etablissements-de-sante-sociaux-et-medico-sociaux/article/l-enquete-aupres-des-etablissements-et-services-pour-enfants-et-adultes>



Établissements et services médico-sociaux

Capacité d'accueil pour les personnes âgées selon la catégorie d'établissement

Établissements publics ou privés et services, places installées au 31.12.2018

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)																				
Nombre d'établissements	949	428	498	314	29	614	590	708	387	932	822	583	599	7 453	20	24	4	18	0	7 519
Nombre total de places installées	77 833	33 558	41 043	29 463	1 947	51 953	47 211	65 023	34 200	71 233	60 385	46 955	46 408	607 212	1 218	1 611	212	1 420	0	611 673
Dont places en accueil temporaire (1)	1 473	752	969	531	44	1 133	1 144	1 372	708	1 544	1 184	1 517	591	12 962	47	40	0	12	0	13 061
Dont places en accueil de jour	1 436	696	705	364	6	1 155	1 123	1 845	794	1 316	1 127	649	884	12 100	62	18	10	82	0	12 272
Autres établissement d'hébergement pour personnes âgées (2)																				
Nombre d'établissements	34	24	23	14	2	25	15	27	15	28	60	31	20	318	1	8	0	5	0	332
Nombre total de places installées	808	587	530	206	56	527	240	587	255	635	943	595	692	6 661	18	108	0	147	0	6 934
Dont places en accueil temporaire (1)	190	71	75	147	0	13	33	107	2	129	124	156	42	1 089	0	0	0	0	0	1 089
Dont places en accueil de jour	2	0	0	0	0	0	0	0	0	50	28	0	0	80	0	12	0	0	0	92
Résidence autonomie																				
Nombre d'établissements	288	78	86	85	0	200	226	433	234	255	114	166	120	2 285	2	2	2	0	0	2 291
Nombre total de places installées	13 362	4 502	3 799	3 960	0	11 257	11 892	26 379	12 528	11 524	4 934	8 172	7 235	119 544	139	62	86	0	0	119 831
Dont places en accueil temporaire (1)	76	17	69	36	0	13	7	18	0	57	71	180	32	576	0	0	0	0	0	576
Dont places en accueil de jour	0	0	0	0	0	0	0	4	0	6	40	2	0	52	0	0	0	0	0	52
Établissements de soins de longue durée (ESLD) (3)																				
Nombre d'ESLD	77	30	37	23	6	70	54	51	25	63	63	41	43	583	3	3	1	2	0	592
Nombre de lits	3 960	1 286	1 731	1 365	190	2 920	3 047	4 473	1 566	3 332	3 188	1 766	1 803	30 627	165	134	30	95	0	31 051
Centre de jour pour personnes âgées																				
Nombre d'établissements	42	13	18	14	2	24	19	51	3	18	38	18	21	281	2	4	1	0	0	288
Nombre total de places installées	474	156	171	213	27	336	233	713	30	276	492	190	296	3 607	22	52	0	0	0	3 681
Dont places en accueil temporaire	374	32	30	213	27	121	93	91	22	126	480	190	241	2 040	12	12	0	0	0	2 064
Services de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées (SSIAD + SPASAD)																				
Nombre de services (4)	298	148	111	100	9	182	193	198	124	202	256	100	173	2 094	16	11	1	4	1	2 127
Nombre de places	13 245	6 372	6 664	5 747	556	9 867	13 402	18 062	6 682	14 127	12 536	6 958	10 123	124 341	659	468	133	539	40	126 180

(1) Y compris accueil de jour

(2) Y compris Établissements expérimentaux pour personnes âgées

(3) Source SAE - Établissements ayant rempli le bordereau USLD (ayant signé ou non une convention tripartite) - Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

(4) Services autonomes et services rattachés à un établissement (y Compris les équipes mobiles Alzheimer)

Sources : DREES, Finess, SAE

Établissements et services médico-sociaux

Accueil des personnes âgées

Taux d'équipement au 31.12.2018 en nombre de places pour 1 000 habitants de 75 ans et plus

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Taux d'équipement en places dans les EHPAD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus	103,7	110,7	118,3	106,9	49,8	100,4	100,6	78,1	104,3	105,2	95,7	128,5	82,3	99,5	38,6	44,3	40,2	33,4	0,0	98,4
Taux d'équipement en places dans les structures non EHPAD pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus (places en non EHPAD, logements de résidences-autonomie, places USLD)	24,2	21,0	17,5	20,1	6,3	28,4	32,3	37,8	43,8	22,9	14,4	28,8	17,3	25,7	10,2	8,4	22,0	5,7	0,0	25,4
Taux d'équipement en places dans les centres de jour pour personnes âgées pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus	0,6	0,5	0,5	0,8	0,7	0,6	0,5	0,9	0,1	0,4	0,8	0,5	0,5	0,6	0,7	1,4	0,0	0,0	0,0	0,6
Taux d'équipement en places dans les services de soins infirmiers à domicile pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus (SSIAD + SPASAD)	17,6	21,0	19,2	20,9	14,2	19,1	28,5	21,7	20,4	20,9	19,9	19,0	18,0	20,4	20,9	12,9	25,2	12,7	17,1	20,3

Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy pour les USLD

Sources : DREES, Finess ; Insee, estimation de population 2019

Établissements et services médico-sociaux

Places installées selon le type d'accueil des personnes âgées toutes catégories de structures

Établissements publics ou privés et services, places installées au 31.12.2018

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Places en accueil temporaire (1)	2 113	872	1 143	927	71	1 279	1 277	1 588	732	1 856	1 859	2 043	906	16 666	47	52	0	12	0	16 777
Places en accueil de jour (2)	1 912	852	876	577	33	1 491	1 355	2 562	824	1 655	1 687	841	1 180	15 845	78	82	10	82	0	16 097
Places en accueil de nuit (2)	16	0	23	2	0	3	7	26	6	12	0	3	0	98	0	0	0	0	0	98

(1) On compte l'ensemble des places d'accueil temporaire quelque soit la catégorie d'établissement (Hors places en foyer club restaurant)

(2) On compte l'ensemble des places d'accueil de jour ou de nuit dans les établissements et services pour personnes âgées (Hors places en foyer club restaurant)

Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy pour les USLD

Source : DREES, Finess

Capacité d'accueil pour adultes handicapés selon la catégorie d'établissement Nombre d'établissements et de services - Places installées par catégorie d'établissement au 31.12.2018 (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts- de-france	Île-de- France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropoli- taine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Maison d'accueil spécialisée (M.A.S.)																				
Nombre d'établissements	67	32	28	28	3	69	64	105	45	71	84	45	48	689	7	4	2	4	1	707
Nombre total de places installées	2 736	1 279	1 275	903	69	3 110	2 923	4 166	1 693	3 067	3 663	1 891	1 887	28 662	212	155	102	223	6	29 360
Dont places en accueil temporaire (5)	86	27	26	35	0	138	104	174	46	90	90	102	51	969	10	4	0	18	0	1 001
Dont places en accueil de jour	155	67	45	117	0	290	264	490	124	211	183	110	146	2 202	10	15	12	30	0	2 269
Foyer d'accueil médicalisé (F.A.M.) (2)																				
Nombre d'établissements	142	47	70	58	5	86	77	133	48	89	80	66	71	972	2	3	0	7	0	984
Nombre total de places installées	4 374	1 539	1 541	1 509	134	2 246	2 370	4 899	1 346	2 781	2 384	1 540	1 840	28 503	40	134	0	369	0	29 046
Dont places en accueil temporaire (5)	134	33	24	37	4	59	73	144	28	76	30	59	58	759	0	2	0	9	0	770
Dont places en accueil de jour	222	68	69	52	4	141	231	588	60	111	108	43	102	1 799	40	10	0	47	0	1 896
Établissement d'accueil médicalisé en tout ou partie pour personnes handicapées (E.A.M.) (6)																				
Nombre d'établissements	1	1	7	0	0	0	0	2	0	0	11	0	4	26	0	0	0	0	0	26
Nombre total de places installées	20	49	143	0	0	0	0	55	0	0	378	0	99	744	0	0	0	0	0	744
Foyer de vie (inclut les foyers occupationnels)																				
Nombre d'établissements	252	121	126	82	2	158	181	157	107	183	135	178	94	1 776	9	3	1	12	0	1 801
Nombre total de places installées	7 416	3 148	3 391	2 291	24	4 616	5 447	4 496	3 785	5 264	4 998	3 915	3 173	51 964	246	65	44	333	0	52 652
Dont places en accueil temporaire (5)	144	74	71	66	6	143	122	132	24	105	78	95	113	1 173	0	0	0	0	0	1 173
Dont places en accueil de jour	2 427	913	589	598	6	1 160	1 609	1 365	1 441	1 119	743	968	648	13 586	96	40	44	236	0	14 002
Foyer d'hébergement																				
Nombre d'établissements	199	69	68	69	3	116	162	117	63	120	114	108	60	1 268	2	1	0	7	0	1 278
Nombre total de places installées	6 064	2 240	2 273	2 066	83	3 221	3 901	3 783	2 355	3 994	4 206	2 132	1 874	38 192	29	28	0	157	0	38 406
Dont places en accueil temporaire (5)	246	25	109	16	0	56	35	54	27	65	85	63	53	834	0	0	0	13	0	847
Dont places en accueil de jour	163	12	95	15	0	26	20	11	0	41	34	0	23	440	0	0	0	12	0	452
Foyer d'accueil polyvalent (3)																				
Nombre d'établissements	10	2	1	2	0	1	5	45	2	12	1	0	13	94	1	0	0	0	0	95
Nombre total de places installées	384	57	23	35	0	47	114	1 276	154	687	20	0	663	3 460	20	0	0	0	0	3 480
Dont places en accueil temporaire (5)	2	0	0	0	0	1	0	47	0	20	0	0	15	85	0	0	0	0	0	85
Dont places en accueil de jour	89	1	0	0	0	0	30	781	35	89	1	0	79	1 105	20	0	0	0	0	1 125
Établissement d'accueil non médicalisé pour personnes handicapées (E.A.N.M.) (7)																				
Nombre d'établissements	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	1	0	18	23	0	0	0	0	0	23
Nombre de places	0	0	81	0	0	0	0	0	0	0	55	0	341	477	0	0	0	0	0	477
Établissement d'accueil temporaire																				
Nombre d'établissements	21	1	10	0	3	1	13	3	2	0	6	3	0	63	0	0	0	0	0	63
Nombre total de places installées	273	12	90	0	36	10	158	56	28	0	68	30	0	761	0	0	0	0	0	761
Dont places en accueil de jour	191	0	10	0	36	10	126	21	16	0	50	10	0	470	0	0	0	0	0	470
Établissement expérimental																				
Nombre d'établissements	24	11	4	7	1	8	10	18	16	12	16	16	2	145	0	1	3	0	0	149
Nombre total de places installées	469	24	0	131	3	206	361	590	212	288	290	307	49	2 930	0	15	166	0	0	3 111
Dont places en accueil temporaire (5)	34	12	0	0	0	0	6	6	0	0	28	0	0	86	0	0	0	0	0	86
Dont places en accueil de jour	130	6	0	0	0	0	48	6	53	34	31	55	0	363	0	15	0	0	0	378
Centre de rééducation professionnelle (CRP), Centre de préorientation (CPO), Unités Évaluation Réentraînement et d'orientation sociale et professionnelle (UEROS)																				
Nombre de structures	20	7	11	7	1	14	9	25	7	14	15	9	16	155	2	1	0	0	1	159
Nombre total de places installées	1 255	158	411	317	12	919	726	2 863	495	1 392	1 150	411	781	10 890	40	20	0	0	0	10 950
Établissements et services de travail protégé																				
Établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T.)																				
Nombre d'établissements	199	72	86	82	5	150	126	191	82	152	133	91	96	1 465	7	8	2	11	0	1 493
Nombre total de places installées	13 678	5 777	6 433	4 941	422	11 507	13 494	16 698	7 231	11 458	10 445	6 625	7 470	116 179	579	509	178	986	0	118 431
Services d'accompagnement à la vie sociale, médico social pour adultes handicapés (SAVS et SAMSAH)																				
Nombre de services (4)	184	100	97	78	7	115	121	145	87	153	135	111	106	1 439	6	1	4	16	0	1 466
Nombre de places	6 817	3 726	4 427	2 055	91	5 394	3 860	5 487	3 016	5 742	4 663	2 808	3 052	51 138	1 267	25	150	533	0	53 113
Service de soins infirmiers à domicile pour adultes handicapés (SSIAD+SPASSAD)																				
Nombre de services (4)	184	98	62	67	6	98	104	113	46	74	107	51	44	1 054	11	4	1	1	1	1 072
Nombre de places	785	407	450	384	104	652	882	964	201	523	464	319	485	6 620	45	51	133	8	17	6 874

(1) On compte la capacité totale des établissements indépendamment de la spécificité des places

(2) Les établissements classés en catégorie FAM sont ceux qui disposent de lits d'accueil médicalisés, même si d'autres types de lits y sont présents

(3) La catégorie « foyer d'accueil polyvalent » a été créée dans FINESS dans le but d'attribuer un seul numéro FINESS aux foyers d'hébergement qui proposent simultanément de l'hébergement ouvert et de l'accueil en foyer de vie (et de permettre ainsi que les diverses activités d'un même établissement ne fassent pas l'objet d'immatriculations distinctes)

(4) Services autonomes et services rattachés à un établissement

(5) Y compris accueil de jour

(6) Les EAM correspondant à la nouvelle dénomination des FAM, la différence est uniquement administrative. Dans la prochaine édition, ces deux catégories seront sommées

(7) Les EANM remplacent désormais les catégories foyer d'hébergement, foyer de vie et foyer d'accueil polyvalent - comme pour les EAM, pour être en cohérence avec la nouvelle nomenclature, dans la prochaine édition, nous comptabiliserons sur une même ligne la capacité de toutes ces structures (foyer d'hébergement + foyer de vie + foyer d'accueil polyvalent + EAMN)

Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source : DREES, Finess

Établissements et services médico-sociaux

Accueil des adultes handicapés

Taux d'équipement au 31.12.2018 par catégorie d'établissement : places pour 1 000 habitants de 20 à 59 ans

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Taux d'équipement en établissements d'hébergement pour adultes handicapés																				
Taux d'équipement en places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés	0,7	0,9	0,7	0,7	0,4	1,1	1,0	0,6	1,1	1,0	1,1	1,0	0,6	0,8	1,1	0,4	0,7	0,5	0,1	0,8
Taux d'équipement en places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés	1,0	1,0	1,0	1,2	0,8	0,8	0,7	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8	0,2	0,7	0,0	0,8	0,0	0,8
Taux d'équipement en places dans les foyers de vie (inclut les foyers occupationnels)	1,8	2,5	2,1	1,8	0,1	1,6	1,8	0,8	2,3	2,1	1,8	2,1	1,2	1,6	1,4	0,4	0,3	0,7	0,0	1,6
Taux d'équipement en places dans les Établissements et Service d'Aide par le Travail (ESAT)	3,4	4,4	4,0	4,1	2,5	4,2	4,5	2,5	4,5	4,0	3,6	3,6	3,1	3,6	3,1	2,9	1,2	2,2	0,0	3,6

Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, Finess ; Insee, estimation de population 2019

Établissements et services médico-sociaux

Places installées selon le type d'accueil des adultes handicapés toutes catégories de structures

Places installées au 31.12.2018

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Places en accueil temporaire hors accueil de jour (1)	444	129	199	133	0	308	257	429	141	297	255	336	181	3 109	10	6	0	40	0	3 165
Places en accueil de jour (2)	3 395	1 070	845	782	46	1 627	2 348	3 317	1 729	1 605	1 208	1 191	1 207	20 370	166	80	56	325	0	20 997
Places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés (1)	2 905	1 239	1 149	799	69	2 995	2 950	4 013	1 686	2 977	3 212	1 789	1 545	27 328	201	76	102	223	6	27 936
Places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés (1)	4 094	1 273	1 525	1 507	130	2 188	2 110	3 804	1 349	2 257	2 255	1 464	1 747	25 703	40	132	0	369	0	26 244
Places d'accueil en foyer de vie (3)	7 036	3 268	3 312	2 179	12	4 485	5 446	5 572	3 724	5 990	5 028	3 927	2 919	52 898	266	65	44	333	0	53 606
Places d'accompagnement à la vie sociale ou d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (1)	6 959	3 726	4 093	2 049	94	5 394	3 824	5 465	3 016	5 860	4 663	2 808	2 562	50 513	1 297	25	150	533	0	52 518

(1) On compte l'ensemble des places de la discipline quelle que soit la catégorie d'établissement

(2) On compte l'ensemble des places d'accueil de jour dans les établissements et services pour adultes handicapés

(3) On compte l'ensemble des places de la discipline quelques soient la catégorie d'établissement et le mode d'accueil (complet ou de jour)

Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source : DREES, Finess

Établissements et services médico-sociaux

Accueil des adultes et services handicapés

Places installées au 31.12.2018 par catégorie de clientèle en établissement toutes catégories de structures du tableau 23 confondues (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Déficiences intellectuelles	16 537	7 685	6 696	4 457	0	9 492	14 285	18 347	5 510	14 265	5 764	5 735	7 627	116 400	215	40	144	818	0	117 617
Polyhandicaps	2 045	625	294	656	63	1 100	2 587	2 891	979	2 443	1 507	605	585	16 380	29	5	93	259	6	16 772
Déficiences psychiques	4 417	1 320	1 827	728	62	1 866	1 661	5 637	939	2 812	1 015	1 555	1 328	25 167	116	179	0	83	0	25 545
Déficiences motrices	2 567	792	884	777	15	1 793	1 927	2 047	706	1 641	1 038	778	1 397	16 362	0	0	70	20	0	16 452
Déficiences sensorielles	644	49	484	150	0	506	372	825	121	684	268	99	372	4 574	0	25	80	150	0	4 829
Autres déficiences ou tous types de déficiences	11 212	5 298	7 630	5 414	651	13 298	8 621	10 839	9 705	8 854	18 522	8 883	7 530	116 457	2 073	684	87	1 107	0	120 408

(1) Hors foyers d'hébergement dont la quasi-totalité des occupants sont travailleurs d'ESAT
Y compris SAMSAH SAVS, hors SSIAD SPASSAD Hors EANMM EAMM
Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources: DREES, Finess

Établissements et services médico-sociaux

Capacité d'accueil pour enfants et adolescents handicapés selon la catégorie d'établissement

Nombre d'établissements et de services - Places installées par catégorie d'établissement au 31.12.2018 - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aqui- taine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Instituts médico-éducatifs (I.M.E.)																				
Nombre d'établissements	152	73	58	62	5	117	126	184	84	104	122	64	93	1 244	9	11	3	12	1	1 280
Nombre total de places installées	7 356	3 600	3 264	3 061	224	7 183	8 748	9 739	4 534	6 105	5 375	3 483	4 152	66 824	554	500	190	1 024	70	69 162
Dont places en accueil temporaire (1)	80	12	5	40	2	36	42	71	16	5	12	60	68	449	45	0	16	30	0	540
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	4 475	2 146	2 097	1 869	163	4 969	6 766	8 498	3 173	3 607	3 313	2 443	2 758	46 277	419	500	185	926	70	48 377
Établissements pour enfants ou adolescents polyhandicapés																				
Nombre d'établissements	21	14	13	10	0	20	8	33	9	17	12	9	22	188	1	1	0	4	2	196
Nombre total de places installées	602	298	268	222	0	545	346	1 154	228	495	490	194	562	5 404	30	36	0	168	6	5 644
Dont places en accueil temporaire (1)	13	4	0	15	0	15	14	14	2	10	13	7	18	125	0	0	0	18	0	143
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	349	183	168	119	0	282	90	762	156	196	287	111	339	3 042	30	20	0	108	0	3 200
Instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (I.T.E.P.)																				
Nombre d'établissements	74	17	18	20	2	53	30	28	35	60	57	23	31	448	1	1	1	2	1	454
Nombre total de places installées	2 523	533	764	753	36	1 260	1 028	1 158	1 119	2 224	2 418	842	742	15 400	20	39	35	67	24	15 585
Dont places en accueil temporaire (1)	5	0	0	10	0	9	13	29	0	18	10	11	13	118	0	0	0	0	0	118
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	1 010	168	299	327	22	517	394	528	393	1 052	1 146	404	271	6 531	0	28	20	31	24	6 634
Instituts d'éducation motrice (I.E.M.)																				
Nombre d'établissements	19	3	5	5	2	11	25	21	10	14	10	11	3	139	0	0	1	4	0	144
Nombre total de places installées	846	129	250	233	35	743	1 279	1 267	346	746	514	337	194	6 919	0	0	60	94	0	7 073
Dont places en accueil temporaire (1)	17	0	0	0	0	5	0	22	5	15	4	0	0	68	0	0	0	0	0	68
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	418	24	117	118	15	382	878	778	224	392	247	201	132	3 926	0	0	40	84	0	4 050
Jardins d'enfants spécialisés																				
Nombre d'établissements	0	0	0	6	0	0	0	1	0	1	0	0	0	8	0	0	0	0	0	8
Nombre total de places installées	0	0	0	102	0	0	0	13	0	50	0	0	0	165	0	0	0	0	0	165
Dont places en accueil temporaire (1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	0	0	0	102	0	0	0	13	0	50	0	0	0	165	0	0	0	0	0	165
Établissements pour jeunes déficients sensoriels (2)																				
Nombre d'établissements	14	3	8	3	1	15	8	20	7	8	10	6	8	111	2	2	0	3	0	118
Nombre total de places installées	699	83	388	182	28	722	877	1 404	322	582	709	303	380	6 679	50	40	0	145	0	6 914
Dont places en accueil temporaire (1)	9	0	0	0	0	1	0	2	0	0	7	0	0	19	0	0	0	0	0	19
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	265	38	214	114	28	371	352	986	214	239	320	163	265	3 569	35	36	0	135	0	3 775
Établissements expérimentaux																				
Nombre d'établissements	13	3	0	3	0	20	6	13	18	9	14	4	6	109	3	1	2	0	0	115
Nombre total de places installées	183	95	0	46	0	119	20	297	81	114	103	60	75	1 193	77	52	0	0	0	1 322
Dont places en accueil temporaire (1)	4	0	0	24	0	6	10	0	0	0	15	0	0	59	0	0	0	0	0	59
Dont places en accueil de jour, externat ou semi-internat	26	8	0	10	0	30	0	168	18	58	32	20	38	408	10	0	0	0	0	418
Foyers d'hébergement pour enfants et adolescents handicapés																				
Nombre d'établissements	2	0	0	5	0	0	4	1	0	2	3	1	4	22	0	1	0	0	0	23
Nombre total de places installées	8	0	0	50	0	0	10	12	0	35	27	18	65	225	0	14	0	0	0	239
Établissements d'accueil temporaire																				
Nombre d'établissements	6	0	5	0	0	0	1	2	0	2	3	3	1	23	0	1	0	0	0	24
Nombre total de places installées	81	0	35	0	0	0	8	18	0	56	27	35	7	267	0	14	0	0	0	281
Services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) (3)																				
Nombre d'établissements	234	89	77	75	15	160	184	216	93	193	168	126	117	1 747	12	6	8	15	4	1 792
Nombre total de places installées	6 899	3 032	2 552	2 042	351	4 537	4 903	8 116	2 972	4 579	4 425	4 041	3 497	51 946	518	420	355	896	180	54 315
Taux d'équipement en places dans les établissements pour enfants handicapés (hors SESSAD, jardins d'enfants spécialisés et places d'accueil temporaire) pour 1 000 habitants de moins de 20 ans (4)	6,2	7,4	6,3	7,4	4,7	8,3	8,0	4,8	8,3	7,9	7,2	5,5	5,4	6,6	7,1	8,3	2,2	5,4	0,7	6,5
Taux d'équipement en places dans les SESSAD pour 1 000 habitants de - 20 ans (4)	3,5	4,8	3,3	3,4	5,2	3,6	3,2	2,6	3,7	3,5	3,3	4,3	3,1	3,4	5,4	5,1	2,9	3,4	1,2	3,4

(1) Y compris accueil de jour

(2) Rassemble trois types d'établissements : ceux pour déficients visuels, pour déficients auditifs, et pour déficients auditifs et visuels

(3) Services autonomes et services rattachés à un établissement

(4) Indicateurs sociaux départementaux

Guadeloupe y compris Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Établissements et services médico-sociaux

Accueil des enfants et des adolescents handicapés

Places installées au 31.12.2018 par catégorie de clientèle en établissement spécialisé toutes catégories de structures du tableau 26 confondues (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Déficiences intellectuelles	5 818	3 140	2 966	2 586	48	6 067	7 626	7 515	4 047	5 611	4 381	2 870	3 462	56 137	454	434	133	804	0	57 962
Polyhandicaps	921	372	283	289	42	806	909	1 519	451	694	617	262	626	7 791	30	26	77	156	6	8 086
Déficiences psychiques	2 871	602	680	792	42	1 396	1 153	1 467	1 102	2 215	2 559	842	831	16 552	7	39	35	62	24	16 719
Déficiences motrices	788	121	250	216	0	760	1 038	1 300	339	659	469	364	198	6 502	0	10	60	105	0	6 677
Déficiences sensorielles	638	83	384	182	28	630	880	1 369	262	582	554	288	359	6 239	62	40	125	175	0	6 641
Autres déficiences ou tous types de déficiences	1 254	420	406	534	163	913	700	1 880	429	611	921	620	636	9 487	178	132	72	208	70	10 147

(1) Hors SESSAD, Centres d'accueil familial spécialisé, Foyers d'hébergement pour enfants et adolescents handicapés
Guadeloupe yc Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source : DREES, Finess



Sources : DREES, INSEE, Infocentre DALO, DR(D)JSCS, DGCS, Ministère de la justice, Banque de France, DGCS

Pour en savoir plus :

Droit Au Logement Opposable (Loi DALO)

La loi désigne l'État comme le garant du droit au logement. La mise en œuvre de cette garantie s'appuie sur un recours amiable et un recours contentieux.

Logements sur-occupés

Le concept de sur-occupation repose sur la composition du ménage et le nombre de pièces du logement.

Un logement est sur-occupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à la norme d'« occupation normale », fondée sur :

- une pièce de séjour pour le ménage,
- une pièce pour chaque personne de référence d'une famille,
- une pièce pour les autres personnes mariées ou remariées mais ne vivant pas en couple, veuves ou divorcées, ainsi que pour les célibataires de 19 ans ou plus.

Pour les célibataires de moins de 19 ans, on compte une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans, sinon, une pièce par enfant.

À l'inverse un logement est considéré en sous-occupation lorsqu'il y a au moins une pièce en plus par rapport à la norme d'occupation définie ci-dessus.

Par construction, les logements d'une pièce sont considérés comme sur-occupés.

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles, habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale de l'État. Les CHRS ont pour mission d'héberger et d'accompagner des personnes ou des familles connaissant de graves difficultés, notamment économiques, familiales, de logement, de santé ou d'insertion, en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale. Une convention entre le CHRS et l'État précise les catégories de personnes accueillies et la nature des actions conduites en leur faveur.

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles. Ils sont partie prenante du dispositif national d'accueil (DNA) des demandeurs d'asile et des réfugiés. Les CADA assurent l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement social et administratif des demandeurs d'asile pendant l'instruction de leur demande par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), puis de leur éventuel recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

Les centres d'accueil non conventionnés

Les centres d'accueil non conventionnés sont des centres d'hébergement qui ne sont ni conventionnés au titre de l'aide sociale de l'État, ni conventionnés au titre de l'aide sociale départementale. Ils relèvent plutôt de l'initiative caritative, paroissiale, communale, etc.

Les centres provisoires d'hébergement

Les centres provisoires d'hébergement (CPH) sont des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) destinés spécifiquement aux réfugiés statutaires, c'est-à-dire dont le statut de réfugié a été reconnu par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Les maisons relais

Les maisons relais constituent une modalité particulière de résidence sociale, destinée à l'accueil sans condition de durée des personnes dont la situation sociale et psychologique rend difficile leur accès à un logement ordinaire. Elles accueillent ainsi des personnes au faible niveau de ressources dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde, fréquentant ou ayant fréquenté de façon répétitive les structures d'hébergement provisoire et dont l'accès à un logement autonome apparaît difficile à court terme, mais sans relever de structures d'insertion de type CHRS. Les maisons relais proposent un logement durable. Leur conception en petites unités de 15 à 25 logements, alliant logements privatifs et espaces collectifs, avec la présence quotidienne d'un hôte ou d'un couple d'hôtes qui leur porte une attention personnalisée, vise à recréer un lien social, en même temps qu'elle offre un environnement sécurisant et chaleureux. Les résidences accueil constituent une formule de maisons relais dédiée aux personnes souffrant d'un handicap psychique, formalisé avec des équipes de soins et d'accompagnement social et médico-social adapté.



Autres résidences sociales

Les résidences sociales constituent une catégorie spécifique de logements-foyers destinés au logement collectif, à titre de résidence principale, de personnes dans des immeubles comportant à la fois des locaux privatifs meublés et des locaux communs affectés à la vie collective. Les résidences sociales ont vocation à accueillir des publics très diversifiés tels que les jeunes travailleurs ou jeunes en insertion, les personnes en formation professionnelle, les femmes en difficulté, les travailleurs immigrés, etc. Elles peuvent être créées *ex nihilo* ou par transformation de foyers de jeunes travailleurs (FJT) ou de foyers de travailleurs migrants (FTM). La durée de séjour y est de 1 mois renouvelable sans limitation de durée, mais la vocation d'accueil temporaire est généralement rappelée dans le projet social (accueil variant entre 1 mois et 2 ans).

Foyer de jeunes travailleurs

Les foyers de jeunes travailleurs (FJT) ont pour mission d'accueillir des jeunes en stage, en apprentissage ou exerçant une activité professionnelle. Ils proposent un hébergement temporaire comportant à la fois des locaux privatifs meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective.

Foyer de travailleurs migrants

Les foyers de travailleurs migrants ont pour mission d'accueillir des travailleurs migrants isolés. Ces établissements proposent un hébergement à durée indéterminée comportant généralement des locaux privatifs meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective. Ces personnes bénéficient automatiquement d'un contrat de location.

Aide complémentaire :

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/hebergement-des-personnes-en-difficulte-sociale-140-000-places-fin-2016-en> ►

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/aide-et-action-sociale/article/l-hebergement-des-personnes-sans-domicile> ►

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/l-hebergement-social-hors-urgence-plus-de-81-000-personnes-sans-logement> ►

<http://www.logement.gouv.fr> ►

http://www.data.drees.sante.gouv.fr/ReportFolders/reportFolders.aspx?IF_ActivePath=P,432,3921 ►



Logement - Hébergement

Parc des logements et statut d'occupation au 1er janvier 2016

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre total de logements	4 392 426	1 556 408	1 899 172	1 373 254	245 854	2 814 200	2 843 863	5 735 602	1 799 317	3 451 872	3 511 509	1 983 261	3 038 997	34 645 734	226 105	211 621	88 454	363 111	60 000	35 535 025
Part des résidences principales (en %)	79,7	82,6	79,2	83,9	59,4	87,3	88,6	89,6	82,0	79,5	75,8	82,7	74,6	82,3	76,0	78,9	88,0	89,1	88,7	82,3
Part des résidences secondaires et logements occasionnels (en %)	11,8	7,5	13,1	6,3	37,3	3,4	3,6	3,7	9,9	12,0	15,7	10,7	17,8	9,7	8,5	5,5	2,2	2,4	2,0	9,6
Part des logements vacants (en %)	8,5	9,9	7,7	9,8	3,3	9,3	7,8	6,7	8,1	8,5	8,5	6,6	7,6	8,0	15,5	15,6	9,8	8,5	12,0	8,1
Statut d'occupation des résidences principales																				
Propriétaires (en %)	58,8	63,0	66,2	64,0	55,0	58,6	57,6	47,2	58,4	62,4	59,2	64,3	54,5	57,7	59,0	54,4	43,5	51,0	56,0	57,6
Locataires (en %)	39,1	34,9	32,4	34,3	39,7	39,2	40,7	50,0	40,1	35,5	38,2	34,6	42,3	40,1	36,0	38,2	48,0	44,9	26,0	40,1
Logés gratuitement (en %)	2,2	2,1	1,4	1,8	5,7	2,2	1,8	2,9	1,5	2,2	2,6	1,1	3,3	2,3	5,3	8,0	9,3	4,3	18,0	2,3
Part des logements sur-occupés en 2016 (en %) (1)	7,6	5,6	4,8	6,1	8,5	6,4	6,5	21,1	6,1	6,1	7,8	5,6	12,8	9,6	10,5	11,0	37,2	13,6	63,0	9,8

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Source : Insee, RP2016 exploitation principale

Logement - Hébergement

Recours au Droit Au Logement (DALO) en 2018

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de recours "logement" reçus	6 349	565	440	698	450	1 582	2 717	56 180	828	2 637	4 876	1 944	13 792	93 058	103	104	486	800	nd	94 551
Recours non examinés	22	22	10	6	2	5	24	31	11	41	30	11	28	243	4	0	77	0	nd	324
Recours "logement" avec décision	6 327	543	430	692	448	1 577	2 693	56 149	817	2 596	4 846	1 933	13 764	92 815	88	104	409	800	nd	94 216
Dont favorables logement (prioritaires et urgents)	2 332	256	190	264	241	603	992	19 790	264	702	1 217	756	4 419	32 026	76	41	114	220	nd	32 477
Dont rejets (explicites)	3 350	187	151	281	182	707	1 278	33 460	333	1 537	3 091	833	8 587	53 977	5	36	196	336	nd	54 550
Dont sans objet	506	68	64	91	22	172	354	2 106	121	247	399	264	667	5 081	7	21	99	243	nd	5 451
Dont réorientation recours logement vers hébergement	139	32	25	56	3	95	69	793	99	110	139	80	91	1 731	0	6	0	1	nd	1 738
Nombre de recours "hébergement" reçus	1 190	5	76	64	2	56	246	5 897	60	164	751	289	909	9 709	0	2	0	2	nd	9 713
Recours non examinés	5	2	1	0	0	0	3	5	0	1	2	7	5	31	0	0	0	0	nd	31
Recours "hébergement" avec décision	1 185	3	75	64	2	56	243	5 892	60	163	749	282	904	9 678	0	2	0	2	nd	9 682
Dont favorables logement (prioritaires et devant être accueillis)	697	3	53	40	1	24	130	3 416	12	77	424	130	573	5 580	0	1	0	1	nd	5 582
Dont rejets (explicites)	371	0	17	18	1	22	77	2 218	41	77	259	137	285	3 523	0	0	0	0	nd	3 523
Dont sans objet	98	0	5	3	0	8	34	157	7	9	64	14	42	441	0	0	0	1	nd	442
Dont recours logement réorientés hébergement (rappel)	139	32	25	56	3	95	69	793	99	110	139	80	91	1 731	0	6	0	1	nd	1 738
Nombre de recours reçus	7 539	570	516	762	452	1 638	2 963	62 077	888	2 801	5 627	2 233	14 701	102 767	103	106	486	802	nd	104 264
Recours non examinés	27	24	11	6	2	5	27	36	11	42	32	18	33	274	4	0	77	0	nd	355
Recours avec décision	7 512	546	505	756	450	1 633	2 936	62 041	877	2 759	5 595	2 215	14 668	102 493	88	106	409	802	nd	103 898
Dont favorables	3 029	259	243	304	242	627	1 122	23 206	276	779	1 641	886	4 992	37 606	76	42	114	221	nd	38 059
Dont rejets (explicites)	3 721	187	168	299	183	729	1 355	35 678	374	1 614	3 350	970	8 872	57 500	5	36	196	336	nd	58 073
Dont sans objet	604	68	69	94	22	180	388	2 263	128	256	463	278	709	5 522	7	21	99	244	nd	5 893

Source : Infocentre Dalo (outil national du Ministère de la cohésion des territoires)

Logement - Hébergement

Précarité - Logement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Décisions d'expulsions locatives en 2017 (1)																				
Total	13 840	4 542	3 218	4 657	144	9 970	10 970	32 349	5 828	8 256	10 355	4 634	12 983	121 746	1 161	412	779	1 044	nd	125 142
Expulsions "fermes"	8 536	3 146	2 183	3 142	56	7 283	6 213	17 266	3 972	5 522	7 493	3 078	8 092	75 982	688	250	293	538	nd	77 751
Expulsions "conditionnelles"	5 304	1 396	1 035	1 515	88	2 687	4 757	15 083	1 856	2 734	2 862	1 556	4 891	45 764	473	162	486	506	nd	47 391
Décisions d'expulsions locatives pour 1000 ménages	10,2	10,2	6,7	11,8	2,5	10,4	10,8	12,7	9,9	8,6	10,3	8,3	13,6	10,8	18,8	6,5	21,7	7,3	nd	10,8
Dettes relatives à des impayés d'énergie dans les dossiers de surendettement en 2018 (1)																				
Nombre de dossiers de surendettement avec impayés d'énergie	6 293	3 032	3 099	3 089	158	5 456	9 171	5 469	4 190	5 797	4 635	3 211	3 822	57 425	473	162	486	506	nd	59 052
Part des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendettement (en%)	38,0	41,6	43,8	43,8	33,8	44,7	45,1	27,3	42,3	39,9	37,3	43,8	30,2	38,8	40,3	20,7	40,2	26,8	nd	38,7
Part des dettes liées à des impayés d'énergie dans l'ensemble des dettes (en %)	1,0	1,2	1,2	1,3	0,7	1,4	1,5	0,6	1,2	1,2	0,9	1,2	0,7	1,1	0,4	0,1	0,6	0,5	nd	1,1

(1) Indicateurs sociaux départementaux, indicateur complémentaire – indicateur de suivi du Plan Pluriannuel contre la Pauvreté et pour l'Inclusion Sociale (2013-2017)

Sources : Ministère de la justice/SG/SDSE, répertoire général civil 2017 ; Insee, recensement de la population 2015 et 2016 ; banque de France, enquête typologique 2018

Logement - Hébergement

Lits, places installés au 31 décembre 2018 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Établissements pour adultes et familles en difficulté																				
Hébergement social																				
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS	5 484	1 736	1 349	1 127	187	4 190	5 691	10 430	2 359	2 954	2 699	1 838	3 270	43 314	127	98	120	328	1	43 988
Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA	5 428	3 119	1 957	1 940	0	4 874	1 959	5 460	2 187	4 545	4 044	2 514	1 765	39 792	0	0	0	0	0	39 792
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale	4 446	1 950	484	1 368	43	2 140	2 492	17 421	979	466	2 200	1 370	1 311	36 670	20	0	12	412	1	37 115
Centres provisoires d'hébergement	547	273	144	152	0	443	150	1 102	235	424	381	391	160	4 402	0	0	0	0	0	4 402
Logement accompagné																				
Maisons relais - Pensions de famille	1 652	825	793	665	37	1 561	1 481	3 234	826	1 597	1 408	752	1 025	15 856	26	38	43	83	0	16 046
Autres résidences Sociales	12 773	2 830	326	1 317	62	6 867	3 300	45 208	2 281	4 747	1 681	2 016	12 251	95 659	0	0	0	0	0	95 659
Foyers de jeunes travailleurs (FJT) (1)	8 002	1 595	3 562	2 207	0	3 000	2 675	13 475	2 694	1 246	3 536	4 400	1 984	48 376	0	160	75	107	1	48 719
Foyers de travailleurs migrants (FTM) (1)	4 530	440	52	743	259	4 231	3 450	23 508	458	172	158	100	1 881	39 982	0	0	0	0	0	39 982
Nombre de places d'hébergement (2)																				
dont urgences	5 896	1 932	728	1 265	61	2 240	3 661	13 088	1 453	953	2 536	1 200	1 716	36 729	0	7	12	174	55	36 977
dont stabilisation	139	64	63	132	0	615	574	4 928	219	286	431	200	292	7 943	52	0	26	0	137	8 158
dont insertion	3 895	1 688	1 042	1 098	169	3 475	3 948	7 591	1 666	2 181	1 945	1 808	2 573	33 079	95	91	94	566	16	33 941
Taux d'équipement en places d'hébergement pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans	2,5	2,8	1,2	2,1	1,4	2,3	2,7	3,9	2,1	1,2	1,7	1,8	1,9	2,4	0,8	0,6	0,9	1,7	2,1	2,4

(1) Conventionnés ou non en résidence sociale

(2) En CHRS et Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale

Sources : DREES, Finess ; Insee, RP exploitation complémentaire, estimations de population 2019 ; DR(D)JSCS ; DGCS

Sources : DREES, INSEE, INSERM, OFDT, CNAM, MENJ-DEPP, DSN, DJEPVA, INJEP, Agence du service civique, DARES.

Pour en savoir plus :

Consommations de produits psychoactifs des jeunes Français

Créé en 1993, l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) est un groupement d'intérêt public (GIP) chargé du recueil, de l'analyse et de la synthèse des données relatives aux drogues illicites, à l'alcool, au tabac, aux jeux de hasard et d'argent et à la question de l'abus d'écrans. L'OFDT est l'un des relais de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA).

L'enquête déclarative ESCAPAD, mise en œuvre par l'OFDT depuis 2000 en partenariat avec la Direction du service national (DSN), propose un questionnaire à l'ensemble des jeunes de 17 ans présents lors d'une Journée défense et citoyenneté (JDC). Elle renseigne sur la santé de ces jeunes, les niveaux d'usage et les évolutions en termes de produits psychoactifs licites et illicites et de modalités de consommation.

REP

Les Réseaux d'éducation prioritaire, ou REP, plus mixtes socialement que les REP+, regroupent les réseaux des collèges et écoles rencontrant des difficultés sociales plus significatives que celles des collèges et écoles situés hors éducation prioritaire. La liste des collèges REP est arrêtée au niveau national en concertation avec les académies. La liste des écoles en REP fait l'objet d'arrêtés académiques.

REP +

Les Réseaux d'éducation prioritaire renforcée, ou REP+, sont les réseaux qui connaissent les plus grandes concentrations de difficultés sociales ayant des incidences fortes sur la réussite scolaire. Dans les REP+, les obligations de service des enseignants sont modifiées par une pondération dans le second degré et la libération de dix-huit demi-journées remplacées dans le premier degré. La liste des collèges et écoles REP+ est arrêtée au niveau national en concertation avec les académies. Elle fait l'objet d'un arrêté national.

Le fonds d'aide aux jeunes (FAJ)

Le fonds d'aide aux jeunes (FAJ), créé en 1989, est un dispositif départemental de dernier recours. Il est destiné à aider financièrement les jeunes de moins de 25 ans qui connaissent des difficultés, ces derniers ne pouvant bénéficier d'une aide dans le cadre du RSA (sauf s'ils ont des enfants à charge ou qu'ils ont travaillé au moins deux années au cours des trois années précédant la demande).

La mise en place du FAJ dans les départements, au départ facultative, a été rendue obligatoire en 1992. Initialement co-piloté dans chaque département par l'État et le conseil général, le FAJ a été décentralisé en 2005 : le conseil général (devenu conseil départemental en 2014) assure depuis cette date la gestion et le financement du fonds. Le FAJ attribue des aides financières ponctuelles et/ou des prestations d'accompagnement social.

Les missions locales et PAIO pour l'accompagnement vers l'emploi des jeunes en difficulté

Une mission locale est un point d'accueil dans une zone de compétence optimale pour les jeunes qui ont besoin d'aide dans leur insertion sociale et professionnelle. La mission locale est une structure d'accueil pour les jeunes de 16 à 25 ans. Elle est constituée de tous les partenaires concernés par l'insertion sociale et professionnelle des jeunes : collectivités territoriales, services de l'État, partenaires économiques et sociaux, associations. Missions locales et P.A.I.O. (Permanences d'Accueil, d'Information et Orientation) constituent le réseau d'accueil des jeunes en difficulté. Leur zone de compétence correspond à l'aire géographique optimale permettant à ces jeunes de trouver près de leur domicile un point d'accueil susceptible de les aider dans leur insertion sociale et professionnelle.

Service civique

Le Service Civique est un engagement volontaire au service de l'intérêt général, ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme. Les missions sont indemnisées 580 euros par mois.

Emplois d'avenir

L'emploi d'avenir est un contrat d'aide à l'insertion destiné aux jeunes âgés de 16 à 25 ans à la date de la signature du contrat (jusqu'à 30 ans pour les jeunes reconnus travailleurs handicapés) particulièrement éloignés de l'emploi, en raison de leur défaut de formation ou de leur origine géographique. Il comporte des engagements réciproques entre le jeune, l'employeur et les pouvoirs publics, susceptibles de permettre une insertion durable du jeune dans la vie professionnelle. Depuis le 1er janvier 2018, il n'est plus possible de conclure un emploi d'avenir. Les contrats en cours iront jusqu'à leur terme, mais ne pourront pas être renouvelés.

Parcours Emplois Compétences (PEC)

Depuis janvier 2018, les contrats aidés sont transformés en parcours emploi compétences.

La mise en œuvre des parcours emploi compétences repose sur le **trptyque emploi-formation-accompagnement** : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Aide complémentaire :<http://www.ofdt.fr><http://www.travail-emploi.gouv.fr><http://www.injep.fr/><http://www.jeunes.gouv.fr/><http://travail-emploi.gouv.fr/emploi/insertion-dans-l-emploi/contrats-aides/article/les-emplois-d-avenir><http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/le-fonds-d-aide-aux-jeunes-en-2015>

Jeunesse

Classes d'âge - Cohabitation familiale - Morbidité - Mortalité - Conduites à risques

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Sexe et âge au 1er janvier 2019 (1)																				
Garçons																				
Moins de 15 ans	744 114	240 219	290 556	228 714	26 376	478 393	580 929	1 207 686	298 886	485 230	497 025	354 895	434 270	5 867 293	35 828	29 621	47 717	100 272	58 843	6 139 574
De 15 à 24 ans	482 490	159 737	198 473	143 259	16 879	331 010	386 955	767 205	197 003	334 317	344 153	229 493	278 373	3 869 347	21 960	20 239	23 747	60 342	20 396	4 016 031
Moins de 25 ans	1 226 604	399 956	489 029	371 973	43 255	809 403	967 884	1 974 891	495 889	819 547	841 178	584 388	712 643	9 736 640	57 788	49 860	71 464	160 614	79 239	10 155 605
Filles																				
Moins de 15 ans	709 755	228 035	277 929	219 577	24 614	456 590	558 340	1 164 445	285 220	464 432	473 975	338 194	411 058	5 612 164	34 884	29 097	46 886	97 280	59 535	5 879 846
De 15 à 24 ans	463 705	147 009	184 739	135 166	16 413	311 792	367 688	773 629	186 940	319 339	332 151	219 151	267 119	3 724 841	21 538	19 025	24 432	59 214	24 054	3 873 104
Moins de 25 ans	1 173 460	375 044	462 668	354 743	41 027	768 382	926 028	1 938 074	472 160	783 771	806 126	557 345	678 177	9 337 005	56 422	48 122	71 318	156 494	83 589	9 752 950
Part des jeunes de moins de 25 ans dans la population générale en %	29,9	27,7	28,6	28,3	24,8	28,6	31,7	32,0	29,2	26,8	28,0	30,2	27,5	29,4	29,8	26,9	48,1	36,6	60,2	29,7
Cohabitation familiale des jeunes de 20 à 24 ans en 2016																				
Part des garçons de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	51,3	49,0	46,0	52,6	64,5	55,0	58,9	63,7	52,2	46,6	46,4	46,4	61,0	54,4	80,2	82,8	56,3	72,9	nd	54,9
Part des filles de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	37,2	33,5	32,1	35,8	48,6	39,2	42,0	51,7	35,6	31,4	32,9	31,7	46,0	40,1	60,3	61,8	37,4	46,6	nd	40,4
Part de l'ensemble des jeunes de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	44,3	41,4	39,2	44,3	56,5	47,1	50,5	57,5	44,0	39,0	39,6	39,2	53,5	47,2	70,4	72,5	46,5	59,6	nd	47,6
Morbidité, mortalité, conduites à risques en 2017																				
Consommation tabac, alcool, cannabis à 17 ans en %																				
Garçons																				
Tabac quotidien en % (au moins une cigarette par jour)	28	30	32	27	29	26	26	19	32	29	28	28	27	26	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Alcool régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	14	13	13	12	14	11	11	8	16	14	12	18	10	12	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Cannabis régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	11	10	11	10	6	9	8	9	10	10	11	10	11	10	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Filles																				
Tabac quotidien en % (au moins une cigarette par jour)	26	26	29	22	33	21	21	19	28	28	26	25	25	24	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Alcool régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	5	5	5	4	6	4	4	4	5	6	5	5	5	5	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Cannabis régulier en % (au moins dix usages dans le mois)	6	5	5	5	1	4	3	4	5	5	6	5	5	5	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Taux de recours à l'IVG des mineures (pour 1 000 femmes de 15 à 17 ans) en 2018 (2)	5,0	5,6	4,8	6,5	2,8	5,0	7,1	6,2	5,4	5,7	6,4	4,1	8,1	5,9	14,6	14,5	18,0	12,4	19,3	6,4
Décès des jeunes de 15 à 24 ans (2014-2015-2016) toutes causes confondues	850	353	366	294	35	591	665	1 109	425	616	692	433	607	7 036	110	61	122	145	78	7 552
Par accident de la circulation	219	110	93	100	8	149	158	162	93	190	183	135	162	1 762	29	19	24	39	5	1 878
Par suicide	102	55	87	42	3	109	140	150	72	90	95	68	69	1 082	3	4	17	26	1	1 133

(1) Les estimations de population pour l'année 2019 sont des estimations précoces provisoires.

(2) Guadeloupe : non compris Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Sources : DREES, PMSI ; Insee, RP 2016 exploitation complémentaire, estimations de population 2019 ; Inserm, CépiDc ; OFDT, enquête Escapad 2016 ; SNDS (Cnam)



Jeunesse

Scolarité - Formation - Activité

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Scolarité																				
Part des jeunes ayant participé à la Journée Défense et Citoyenneté (JDC) en difficulté de lecture, en 2018 en % (1) (5)	9,5	12,7	9,5	12,4	8,4	11,2	12,1	8,4	12,1	11,4	10,1	9,2	10,8	10,4	32,0	34,0	51,0	27,2	73,7	11,5
Part des pas ou peu diplômés, au sein de la population des 20-24 ans non scolarisée (1)	16,4	17,5	13,1	18,2	21,8	17,5	22,6	18,5	17,7	16,3	18,1	14,3	20,5	17,9	21,4	21,1	51,0	28,7	nd	18,4
Part des diplômés de l'enseignement supérieur au sein de la population des 25-34 ans non inscrite en établissement scolaire en 2016 en % (1)	46,3	36,7	44,5	39,1	32,7	39,8	38,1	56,8	36,7	41,1	43,9	43,4	41,4	44,9	33,5	36,4	19,3	29,0	nd	44,5
Taux des retards de 2 ans et plus en 3ème (année 2018-2019)	1,0	0,9	0,8	1,3	1,1	1,0	0,7	1,2	0,8	0,8	0,9	0,6	1,2	0,9	0,9	0,9	9,6	0,5	5,9	1,1
Part d'élèves entrant en 6ème avec au moins un an de retard, à la rentrée 2018-2019 (1)	6,7	6,9	6,3	8,4	9,3	7,6	8,4	6,8	6,5	6,5	6,9	6,4	8,2	7,1	10,3	8,4	16,6	9,5	20,0	7,4
Part d'élèves demi-pensionnaires et internes dans le second degré en 2018																				
Ensemble des établissements	0,7	0,7	0,8	0,7	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8	0,7	0,8	0,6	0,7	0,3	0,6	0,1	0,5	0,3	0,7
Établissements en REP	0,4	0,5	0,6	0,5	0,7	0,4	0,5	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5	0,3	0,6	nc	0,6	0,3	0,5
Établissements en REP +	0,2	0,1	0,4	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,1	0,5	0,4	0,3
Formation, Activité en 2016																				
Part des filles de 15 à 19 ans élèves, étudiantes ou stagiaires	82,8	80,9	84,7	81,2	81,2	81,9	81,9	85,4	80,8	81,9	83,1	82,1	82,1	82,8	87,4	88,0	72,3	79,9	nd	82,8
Part des filles de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	9,1	9,8	8,0	9,8	8,3	8,5	6,5	7,4	9,7	8,5	7,1	9,7	8,1	8,2	3,7	3,4	3,7	4,2	nd	8,1
Part des garçons de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	74,9	72,2	77,9	71,9	73,9	74,0	75,4	81,1	72,3	74,3	76,7	72,4	75,2	75,8	79,8	81,4	70,7	73,7	nd	75,8
Part des garçons de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	15,5	17,5	13,8	17,0	14,1	14,8	10,6	9,5	16,2	15,1	11,9	18,3	13,0	13,5	6,7	6,9	5,7	7,8	nd	13,3
Part des filles de 20 à 24 ans élèves, étudiantes ou stagiaires	29,6	23,6	30,5	23,3	24,2	27,8	27,4	34,9	25,2	29,0	32,7	26,8	29,6	29,8	26,0	28,6	16,0	20,3	nd	29,6
Part des filles de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	49,4	51,9	48,4	51,7	42,7	47,1	42,3	46,1	49,1	46,7	41,5	51,0	43,0	46,5	29,0	29,5	23,5	30,8	nd	46,0
Part des garçons de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	23,7	19,0	25,0	17,6	19,0	23,0	23,1	31,5	19,5	22,9	26,7	21,1	24,3	24,7	19,5	22,9	13,0	15,6	nd	24,5
Part des garçons de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	55,2	57,4	53,6	56,1	54,0	52,5	46,4	46,7	54,2	52,6	47,1	57,8	47,4	50,9	34,0	32,9	31,7	36,3	nd	50,5
Formation, Activité en 2018																				
Nombre d'entrées de jeunes de 30 ans ou moins en contrat d'apprentissage	35 887	14 439	14 660	13 732	1 359	26 514	24 422	68 731	17 069	28 294	24 625	20 432	21 588	311 752	714	1 048	368	3 409	65	317 356
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat de professionnalisation	22 704	4 846	8 394	3 377	227	10 016	12 964	53 367	6 446	11 805	12 404	10 571	11 994	169 115	480	312	187	3 345	0	173 439
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Contrat Unique d'Insertion - Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CUI-CAE) (2)	29	26	11	3	0	24	74	114	1	18	14	27	71	412	6	4	2	7	4	435
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Contrat Unique d'Insertion - Contrat Initiative Emploi (CUI-CIE) (2)	2	1	0	3	0	11	94	0	0	16	0	1	2	130	154	11	67	581	21	964
Nombre d'entrées de jeunes de moins de 26 ans en Parcours Emplois Compétences (PEC) (2) (4)	1 686	647	528	404	59	1 174	1 679	1 532	806	1 302	1 636	404	1 294	13 151	149	166	412	1 275	332	15 485
Emplois d'avenir marchands	1	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	3	0	0	0	0	0	3
Emplois d'avenir non marchands (3)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Entrées initiales en contrat aidé

(3) Inclut les emplois d'avenir professeurs

(4) Les Parcours Emplois Compétences » (PEC) succèdent aux dispositifs CUI-CAE, CUI-CIE et Emplois d'avenir

(5) Les résultats de l'année 2018, comme ceux de 2017, ne peuvent pas être interprétés en évolution. En effet, les données recueillies depuis 2016 ne sont pas strictement comparables aux années antérieures en raison de problèmes techniques rencontrés lors des passations. Ces problèmes ont empêché les jeunes de répondre à certains items, or une non-réponse est considérée comme une non-maîtrise de ce qui est attendu. Par conséquent, le pourcentage de jeunes en difficulté de lecture est surestimé en 2018 ainsi qu'en 2017 et il y a donc une rupture de série par rapport aux années antérieures.

Sources : DREES ; Men Depp / Système d'information Scolarité et enquêtes auprès des établissements non couverts par Scolarité ; Ministère de la défense, DSN ; Insee, RP, exploitations principales au lieu de résidence ; ASP, traitement Dares, Extrapro, base de gestion informatisée des contrats de professionnalisation, calculs Dares

Jeunesse

Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) en 2015 - Service Civique - Missions locales - PAIO

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Fonds d'Aide à la Jeunesse (FAJ) en 2015																				
Budget FAJ (en euros)	4 079 940	1 592 305	2 722 319	1 494 647	178 744	nd	3 666 022	nd	nd	3 537 424	3 561 159	5 045 224	3 482 332	nd	380 267	355 000	255 074	400 000	nd	nd
Montant des aides individuelles attribuées (en euros)	2 107 715	nd	nd	nd	156 376	nd	nd	2 963 644	nd	2 376 434	2 478 013	nd	2 457 022	nd	344 722	nd	234 381	211 471	nd	nd
Nombre d'aides individuelles attribuées (1)	13 050	nd	14 311	nd	569	13 098	nd	nd	8 537	15 884	12 194	6 810	12 982	nd	1 661	704	490	1 152	nd	nd
Montant moyen de l'aide individuelle attribuée (en euros)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	207,5	nd	478,3	183,6	nd	nd
Nombre de bénéficiaires du FAJ	nd	nd	7 597	nd	280	nd	nd	nd	nd	nd	8 539	5 159	7 655	nd	616	704	490	1 019	nd	nd
Nombre d'entrées de jeunes de 16 à 25 ans dans le dispositif du Service Civique en 2018 (2)	8 119	3 560	3 115	3 064	292	6 890	10 027	11 243	3 942	8 182	8 148	4 064	5 940	76 586	1 562	710	884	2 315	619	82 676
Nombre de jeunes en premier accueil dans les réseaux des missions locales et PAIO en 2018 (3)	44 199	15 839	18 247	15 031	1 994	28 167	41 670	66 388	17 827	37 812	36 894	18 169	34 999	377 236	2 477	3 081	2 328	8 804	1 306	395 232
Part de jeunes accueillis pour la première fois par les missions locales ou les PAIO pour 100 jeunes de 16 à 25 ans en 2018 (4)	4,7	5,3	4,9	5,6	6,0	4,4	5,6	4,3	4,7	5,9	5,5	4,2	6,5	5,2	5,8	8,0	5,3	7,6	3,2	5,1

(1) Le nombre d'aides attribuées dans l'année est différent du nombre de jeunes aidés ; un jeune peut avoir bénéficié de plusieurs aides au cours de la même année

(2) Attention, ces chiffres correspondent aux départements et régions de résidence des volontaires, et non aux territoires de leur mission comme c'était le cas pour les chiffres de l'année 2015.

(3) Données au 06/01/2020 sur les dossiers complet, justifiés, archivés

(4) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, enquête Faj 2015 ; Agence du service civique (ASC), traitements Injep, Medes ; Imilo, traitements DARES ; Insee, estimations de population au 01/01/2018 (résultats provisoires arrêtés début 2019)



Sources : DREES, DJEPVA-INJEP, DR(D)JSCS, IRCHEM, INSEE.

Pour en savoir plus :

Aide sociale à l'enfance

En dehors des aides financières (allocations mensuelles et de secours), l'aide sociale à l'enfance (ASE) recouvre deux prestations principales : les actions éducatives et les mesures de placement. Ces prestations sont accordées lorsque la santé de l'enfant, sa sécurité, son entretien ou son éducation l'exigent.

Les actions éducatives :

L'action éducative à domicile (AED) est une décision administrative prise par le président du conseil départemental à la demande des parents ou avec leur accord. Elle est exercée en milieu familial pour :

- apporter un soutien éducatif, psychologique aux mineurs, à leur famille, aux mineurs émancipés et aux jeunes majeurs âgés de moins de vingt et un ans. Ce soutien est exercé par des travailleurs sociaux (notamment éducateurs spécialisés et psychologues) appartenant aux services départementaux de l'ASE ou à un service habilité. Ils aident les parents dans l'exercice de leur autorité ou permettent des liens avec les institutions, dont l'école ;
- éviter le placement hors du milieu familial, préparer un placement ou, à l'issue de celui-ci, préparer le retour dans la famille.

L'action éducative en milieu ouvert (AEMO), exercée en vertu d'un mandat judiciaire, poursuit le même but que l'AED, mais contrairement à cette dernière, elle est contraignante à l'égard des familles, puisqu'elle s'impose à elles (ces dernières peuvent faire appel de la décision).

Les mesures de placement des enfants accueillis à l'ASE :

- Les mesures administratives sont décidées par le président du conseil départemental sur demande ou en accord avec la famille. Ce sont les accueils provisoires de mineurs, les accueils provisoires de jeunes majeurs et des pupilles de l'État ;
- les mesures judiciaires sont décidées par le juge des enfants. L'enfant est alors confié au service de l'ASE qui détermine les modalités de son placement. Elles comprennent la délégation de l'autorité parentale à l'ASE, le retrait partiel de l'autorité parentale, la tutelle d'État déléguée à l'ASE et le placement à l'ASE par le juge au titre de l'assistance éducative ou de l'ordonnance de 1945 sur l'enfance délinquante ;
- les placements directs comprennent le placement par un juge auprès d'un établissement ou d'un tiers digne de confiance et la délégation de l'autorité parentale à un particulier ou à un établissement.

Les établissements d'accueil mère-enfant

Ils accueillent des femmes enceintes ou mères isolées en difficulté. La durée de la prise en charge est de 6 mois renouvelable (maximum 3 ans). L'hébergement permet aux mères de bénéficier d'une formation professionnelle adaptée, de rechercher ou d'exercer un emploi.

Les pouponnières à caractère social

Elles accueillent des enfants, de la naissance à trois ans, qui ne peuvent rester au sein de leur famille ou bénéficier d'un placement familial surveillé. Les enfants y sont orientés à la demande des parents et avec leur accord ou par décision judiciaire.

Les foyers de l'enfance

Ils accueillent, à tout moment, tout mineur en situation difficile nécessitant une aide d'urgence (parfois sous placement judiciaire). Ils sont des lieux d'observation et d'évaluation qui permettent de préparer une orientation du mineur (retour à la famille, placement en famille d'accueil, placement en établissement, adoption).

Les maisons d'enfants à caractère social (MECS)

Elles sont les héritières des orphelinats. Elles accueillent des enfants et adolescents dont les familles ne peuvent assumer la charge et l'éducation à la suite de difficultés momentanées ou durables.

Les centres de placement familial socio éducatif (CPFSE)

Le placement familial est, au sens strict du terme, un dispositif qui permet de prendre en charge un enfant dans une autre famille que la sienne, afin de résoudre une situation de danger le concernant.

La finalité est de redonner à l'enfant séparé, déplacé, une identité constituée de son appartenance familiale et de traiter le dysfonctionnement de la relation enfant - parents, en vue de permettre, autant que faire se peut, un retour de l'enfant dans sa famille.

Les lieux de vie et d'accueil

Ce sont des structures sociale ou médico-sociale de petite taille assurant un accueil et un accompagnement personnalisé en petit effectif, d'enfants, d'adolescents et d'adultes, en situation familiale, sociale ou psychologique problématique.

Les lieux de vie et d'accueil (L.V.A) occupent une position à la limite des établissements médico-sociaux et des accueils familiaux.



Les accueils collectifs de mineurs

Le ministère en charge de la jeunesse réglemente et contrôle les activités liées aux accueils collectifs de mineurs (ACM) exercées durant les périodes autres que scolaires (code de l'action sociale et des familles – articles L227-1 à L227-12). A ce titre, il collecte des informations relatives à l'organisation de ces accueils (nombre de mineurs accueillis, durée des séjours, nombre d'animateurs...).

Les données statistiques sont extraites du Système d'Information des Accueils de Mineurs (SIAM).

Les accueils collectifs de mineurs sans hébergement recensés sont les accueils de loisirs, destinés à des mineurs d'âge scolaire, ainsi que les accueils de jeunes, destinés à des mineurs exclusivement âgés de 14 ans ou plus. Ces accueils se déroulent en dehors du temps scolaire : principalement le mercredi, le samedi, en périscolaire ou encore durant les périodes de congés scolaires (congés scolaires d'automne, de fin d'année, d'hiver, de printemps, au cours du mois de juillet ou au cours du mois d'août).

Le nombre de séjours avec hébergement est estimé à partir des déclarations qui doivent être effectuées dès lors que l'accueil concerne au moins 7 mineurs. Par ailleurs, on distingue les séjours « activité accessoire », liés aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes, des autres types de séjours :

- Dans le premier cas, il s'agit de séjours organisés dans le cadre habituel des accueils sans hébergement. Les mineurs qui partent en séjours « activité accessoire » font partie de ceux qui fréquentent régulièrement l'accueil de loisirs ou l'accueil de jeunes au cours de l'année. Ces séjours se déroulent à proximité de l'accueil principal et leur durée ne peut excéder cinq jours.

- Dans le second cas, les séjours peuvent être liés à une réglementation spécifique (séjours sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles) ou non (séjours de vacances lorsqu'il s'agit d'un séjour non spécifique d'au moins cinq jours, séjours courts lorsqu'il s'agit d'un séjour non spécifique de moins de cinq jours).

Les séjours dans une famille et les accueils de scoutisme sont comptabilisés à part du fait d'une réglementation spécifique concernant notamment la qualification des intervenants ou encore le mode de déclaration.

Les modes d'accueil collectif et familial des jeunes enfants

Les établissements et les services d'accueil, outre leur fonction d'accueil, ont pour mission de veiller à la santé, à la sécurité, au bien-être ainsi qu'au développement des enfants qui leur sont confiés (cf. le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans). La création de ces établissements est préalablement soumise à l'autorisation du président du conseil départemental pour les structures de droit privé et à son avis pour celles créées par les collectivités publiques.

Aide complémentaire :

<http://www.injep.fr/>

<http://www.jeunes.gouv.fr/>

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/modes-de-garde-et-d-accueil-des-jeunes-enfants-en-2013>

http://www.data.drees.sante.gouv.fr/ReportFolders/reportFolders.aspx?IF_ActivePath=P,330,331

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/aide-sociale-a-l-enfance-55-000-enfants-et-adolescents-heberges-en>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/open-data/aide-et-action-sociale/article/la-protection-de-l-enfance-et-de-l-adolescence>



Protection de l'enfance - Aide sociale à l'enfance

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Protection de l'enfance au 31 décembre 2018																				
Nombre de places d'accueil mère-enfant	375	205	138	190	20	439	399	1 648	254	285	597	277	355	5 182	0	19	0	100	0	5 301
Nombre de places en pouponnières à caractère social	102	39	54	0	18	149	66	104	99	12	6	42	128	819	0	0	0	30	0	849
Nombre de places en foyers de l'enfance	1 609	404	456	334	0	1 673	1 172	1 795	746	900	1 188	399	525	11 201	176	91	111	104	0	11 683
Nombre de places en maisons d'enfants à caractère social	6 514	2 796	2 408	1 897	94	5 499	4 697	6 798	3 767	4 753	5 891	3 760	3 323	52 197	228	400	110	392	0	53 327
Nombre de places en structures intermédiaires de placement social	0	880	0	0	0	0	0	208	0	0	1	0	0	1 089	0	7	0	0	0	1 096
Lieux de vie et d'accueil	319	125	81	42	13	185	43	18	210	712	658	241	147	2 794	0	7	0	0	0	2 801
Villages d'enfants	66	72	0	205	0	249	300	312	60	116	0	46	145	1 571	0	0	0	0	0	1 571
Nombre de places en établissement d'aide sociale à l'enfance pour 1000 jeunes de 0 à 20 ans	4,6	7,1	4,0	4,4	2,1	6,5	4,3	3,5	6,5	5,2	6,3	5,1	4,1	4,8	4,2	6,4	1,8	2,4	0,0	4,7
Nombre de centres de placement familial socio éducatif	1 031	926	548	446	0	426	386	2 341	3 176	1 668	381	645	149	12 123	0	0	30	0	0	12 153
Aide sociale à l'enfance au 31 décembre 2017																				
Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance	15 763	7 729	8 824	6 199	331	14 490	22 140	24 296	10 275	14 929	14 197	8 252	9 178	156 603	750	1 228	741	741	462	160 063
dont mesures judiciaires de placements	12 553	6 338	6 585	5 056	271	12 391	18 166	17 928	8 333	11 292	10 948	6 950	7 118	123 929	578	922	676	676	393	126 781
Nombre de placements directs par un juge	1 666	647	528	438	36	1 449	1 992	1 803	811	1 904	1 357	764	1 121	14 516	253	248	247	461	0	15 725
Nombre d'actions éducatives à domicile (AED)	6 669	2 617	3 168	3 705	233	3 565	2 882	7 950	3 569	5 093	5 508	2 488	2 665	50 112	101	426	107	1 406	163	52 152
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	12 370	5 195	5 295	4 275	425	10 088	16 194	16 273	7 103	11 111	8 119	5 909	7 975	110 332	848	673	467	2 373	245	114 693
Nombre de mesures d'ASE (mesures de placements et actions éducatives) en % des 0-20 ans au 31/12/2017 (1)	1,8	2,4	2,2	2,3	1,4	2,2	2,6	1,5	2,6	2,4	2,1	1,8	1,8	2,0	1,9	2,9	1,3	2,3	nd	2,0

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, Enquête Aide sociale, Finess ; DR(D)JSCS ; Insee, estimation de population 2019



Accueils collectifs de mineurs sans hébergement (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aqui- taine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Au moins une période d'activité au cours de l'année																				
Nombre de communes disposant d'un accueil de loisirs	1 415	825	701	620	45	1 484	1 350	727	651	1 377	1 349	757	484	11 785	31	30	11	24	17	11 898
Nombre de communes disposant d'un accueil de jeunes	61	29	11	22	0	28	26	4	34	22	50	61	62	410	1	0	0	1	0	412
Ensemble des communes disposant d'au moins l'un de ces accueils	1 418	826	701	621	45	1 484	1 350	727	651	1 377	1 351	757	487	11 795	31	30	11	24	17	11 908
Nombre de lieux d'accueils de loisirs	3 224	1 384	1 658	1 337	86	2 697	3 321	5 668	1 470	3 088	3 385	1 987	2 074	31 379	180	200	75	361	87	32 282
Nombre de lieux d'accueils de jeunes	65	42	12	27	0	29	30	21	43	28	54	74	93	518	1	0	0	1	0	520
Ensemble des lieux d'accueils	3 253	1 404	1 665	1 350	86	2 705	3 333	5 685	1 485	3 100	3 408	2 024	2 121	31 619	180	200	75	362	87	32 523
Au moins une période au cours de la semaine (en périscolaire, y compris le mercredi ou le samedi)																				
Nombre de communes	1 247	782	647	557	34	1 263	945	687	565	1 315	1 274	713	437	10 466	26	24	6	18	8	10 548
Nombre de lieux d'accueils	2 617	1 168	1 363	1 142	67	2 090	2 268	5 201	1 216	2 794	2 872	1 755	1 787	26 340	160	167	50	250	18	26 985
Nombre de places ouvertes	256 676	88 267	101 695	70 121	4 646	137 008	140 168	497 229	90 798	210 957	298 154	150 269	150 022	2 196 010	13 846	24 072	2 584	17 103	1 164	2 254 779
Moins de 6 ans	89 440	30 962	37 839	26 493	1 624	45 983	49 798	210 611	31 222	75 650	102 548	55 339	53 208	810 717	4 518	9 104	1 194	5 770	218	831 521
6-13 ans	158 903	54 020	59 356	41 471	2 888	86 603	82 949	274 165	55 410	128 760	186 560	88 645	89 638	1 309 368	8 950	14 816	1 277	11 069	849	1 346 329
14-17 ans	8 333	3 285	4 500	2 157	134	4 422	7 421	12 453	4 166	6 547	9 046	6 285	7 176	75 925	378	152	113	264	97	76 929
Au moins une période d'activité le mercredi																				
Nombre de communes	972	538	537	455	30	833	655	636	438	1 010	1 031	598	396	8 129	22	21	6	18	8	8 204
Nombre de lieux d'accueils	1 749	750	965	731	46	1 185	1 285	3 962	797	1 936	2 034	1 265	1 141	17 846	86	78	40	183	12	18 245
Nombre de places ouvertes	144 765	54 044	69 018	42 398	2 553	70 682	78 623	401 433	55 561	146 909	202 806	103 026	83 461	1 455 279	7 143	8 911	2 196	11 473	627	1 485 629
Moins de 6 ans	50 221	17 788	26 557	15 819	833	24 865	27 186	168 504	18 853	54 372	71 707	39 038	30 450	546 193	2 327	3 395	992	4 436	30	557 373
6-13 ans	87 895	33 380	38 883	24 556	1 586	42 674	45 260	222 133	33 123	86 719	123 844	59 068	46 748	845 869	4 481	5 364	1 091	6 773	500	864 078
14-17 ans	6 649	2 876	3 578	2 023	134	3 143	6 177	10 796	3 585	5 818	7 255	4 920	6 263	63 217	335	152	113	264	97	64 178
Au moins une période d'activité le samedi																				
Nombre de communes	270	86	184	75	2	120	192	222	113	228	267	220	157	2 136	6	4	3	3	4	2 156
Nombre de lieux d'accueils	356	111	237	96	2	160	335	452	145	318	358	282	251	3 103	10	4	3	13	4	3 137
Nombre de places ouvertes	13 226	5 187	7 082	2 785	108	6 016	12 617	19 837	5 296	10 848	13 761	8 905	9 416	115 084	1 025	258	261	774	93	117 495
Moins de 6 ans	1 823	984	753	237	12	669	1 675	2 567	783	945	1 324	297	849	12 918	366	31	65	250	30	13 660
6-13 ans	6 909	2 653	3 384	1 351	66	3 436	6 278	10 209	2 556	6 243	7 584	3 877	4 439	58 985	612	204	141	292	32	60 266
14-17 ans	4 494	1 550	2 945	1 197	30	1 911	4 664	7 061	1 957	3 660	4 853	4 731	4 128	43 181	47	23	55	232	31	43 569
Au moins une période d'activité parmi le lundi, le mardi, le jeudi et le vendredi																				
Nombre de communes	989	734	420	456	20	1 174	826	631	450	1 123	1 084	667	346	8 920	21	21	5	15	6	8 988
Nombre de lieux d'accueils	1 889	981	798	858	39	1 736	1 749	4 406	893	2 164	2 186	1 339	1 166	20 204	145	148	30	201	14	20 742
Nombre de places ouvertes	214 067	79 703	71 543	52 322	3 212	120 664	112 783	430 756	71 097	172 050	260 480	126 073	105 768	1 820 518	12 266	22 291	1 374	13 614	1 051	1 871 114
Moins de 6 ans	75 302	28 393	26 651	20 048	1 107	40 260	40 917	192 222	24 434	61 690	89 499	48 762	37 037	686 322	4 013	8 264	631	4 433	218	703 881
6-13 ans	134 836	49 625	43 130	31 108	2 075	77 951	68 120	230 772	44 047	106 434	166 372	75 861	65 961	1 096 292	8 053	14 007	641	8 937	767	1 128 697
14-17 ans	3 929	1 685	1 762	1 166	30	2 453	3 746	7 762	2 616	3 926	4 609	1 450	2 770	37 904	200	20	102	244	66	38 536
Autres périodes																				
Nombre de communes	170	70	124	30	0	68	114	144	42	138	152	191	77	1 320	0	0	1	3	3	1 327
Nombre de lieux d'accueils	204	87	143	33	0	80	181	298	57	169	174	231	128	1 785	0	0	15	5	3	1 808
Nombre de places ouvertes	5 327	2 458	3 698	802	0	2 238	5 234	17 654	1 687	4 614	4 777	7 361	4 530	60 380	0	0	380	142	128	61 030
Moins de 6 ans	481	175	111	0	0	54	483	6 116	148	279	226	113	596	8 782	0	0	269	68	79	9 198
6-13 ans	2 197	976	1 704	330	0	885	2 331	9 243	559	2 295	1 955	2 991	1 565	27 031	0	0	111	74	49	27 265
14-17 ans	2 649	1 307	1 883	472	0	1 299	2 420	2 295	980	2 040	2 596	4 257	2 369	24 567	0	0	0	0	0	24 567

Suite du tableau page suivante



	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Congés scolaires de Toussaint																				
Nombre de communes	1 004	508	547	413	35	873	841	632	453	862	863	570	411	8 012	18	18	6	16	9	8 079
Nombre de lieux d'accueils	1 692	714	941	650	54	1 265	1 577	3 072	746	1 500	1 536	1 049	1 079	15 875	56	58	34	105	16	16 144
Nombre de places ouvertes	93 734	30 979	45 068	30 684	2 697	51 764	92 008	201 995	38 541	75 686	76 705	52 862	67 710	860 433	3 150	4 358	2 040	5 449	895	876 325
Moins de 6 ans	30 039	9 914	14 971	10 430	957	17 646	29 487	82 529	11 772	26 052	26 504	16 911	23 768	300 980	1 180	1 898	879	2 079	44	307 060
6-13 ans	54 391	17 618	24 893	17 345	1 564	29 833	54 108	106 143	22 342	42 295	42 331	28 997	37 074	478 934	1 769	2 297	1 093	2 955	611	487 659
14-17 ans	9 304	3 447	5 204	2 909	176	4 285	8 413	13 323	4 427	7 339	7 870	6 954	6 868	80 519	201	163	68	415	240	81 606
Congés scolaires de Noël																				
Nombre de communes	522	135	364	161	11	178	260	565	172	414	367	380	144	3 673	16	20	5	21	14	3 749
Nombre de lieux d'accueils	927	234	618	264	19	314	693	2 432	303	716	669	694	424	8 307	43	56	28	196	39	8 669
Nombre de places ouvertes	44 086	9 830	23 657	10 737	738	11 538	35 713	140 678	13 069	30 877	31 478	28 014	23 783	404 198	2 300	3 469	1 343	12 724	3 055	427 089
Moins de 6 ans	14 861	3 133	8 116	3 617	285	3 866	11 145	54 198	3 836	11 061	10 750	8 579	8 184	141 631	878	1 485	671	4 197	25	148 887
6-13 ans	24 029	5 340	12 421	5 941	403	6 005	19 473	74 629	7 155	16 892	16 963	14 723	12 747	216 721	1 292	1 816	604	7 495	2 178	230 106
14-17 ans	5 196	1 357	3 120	1 179	50	1 667	5 095	11 851	2 078	2 924	3 765	4 712	2 852	45 846	130	168	68	1 032	852	48 096
Congés scolaires d'hiver																				
Nombre de communes	1 020	506	540	418	35	911	865	645	459	865	872	570	417	8 123	19	14	8	16	10	8 190
Nombre de lieux d'accueils	1 736	716	939	654	56	1 307	1 614	3 064	755	1 496	1 544	1 040	1 123	16 044	52	49	41	114	18	16 318
Nombre de places ouvertes	96 141	31 422	43 897	29 659	2 728	52 822	90 881	187 065	38 268	73 441	74 542	51 098	67 688	839 652	2 498	3 324	2 081	5 958	948	854 461
Moins de 6 ans	30 801	10 028	14 861	10 189	931	18 391	29 191	76 899	11 919	25 590	25 665	16 481	23 678	294 624	930	1 521	866	1 988	82	300 011
6-13 ans	55 666	17 901	23 904	16 605	1 630	30 071	53 386	96 680	21 996	40 747	40 988	27 830	36 616	464 020	1 412	1 681	1 101	3 187	661	472 062
14-17 ans	9 674	3 493	5 132	2 865	167	4 360	8 304	13 486	4 353	7 104	7 889	6 787	7 394	81 008	156	122	114	783	205	82 388
Congés scolaires de printemps																				
Nombre de communes	1 025	526	547	418	36	939	913	638	470	873	881	581	428	8 275	20	20	8	14	7	8 344
Nombre de lieux d'accueils	1 750	732	960	657	56	1 335	1 679	3 029	776	1 516	1 570	1 060	1 137	16 257	61	63	42	67	8	16 498
Nombre de places ouvertes	95 483	31 442	45 472	29 982	2 780	54 794	97 747	180 639	39 669	74 594	74 401	52 552	69 212	848 767	3 274	4 719	2 460	3 011	376	862 607
Moins de 6 ans	30 902	10 116	15 474	10 258	1 007	19 018	31 916	74 396	12 296	25 758	25 615	16 763	24 382	297 901	1 215	2 114	908	1 046	89	303 273
6-13 ans	55 109	18 084	24 502	16 805	1 600	31 388	57 184	92 660	22 826	41 658	40 893	28 794	37 597	469 100	1 797	2 420	1 413	1 697	211	476 638
14-17 ans	9 472	3 242	5 496	2 919	173	4 388	8 647	13 583	4 547	7 178	7 893	6 995	7 233	81 766	262	185	139	268	76	82 696
Mois de juillet																				
Nombre de communes	1 084	548	564	472	37	1 094	1 130	659	495	892	900	602	450	8 927	29	30	10	24	14	9 034
Nombre de lieux d'accueils	1 847	767	997	728	57	1 544	2 071	3 006	814	1 576	1 618	1 114	1 248	17 387	97	109	46	212	48	17 899
Nombre de places ouvertes	124 679	41 014	59 328	45 960	3 496	83 702	181 408	218 837	56 776	97 285	93 969	71 064	94 165	1 171 683	7 520	9 949	3 312	14 719	3 980	1 211 163
Moins de 6 ans	37 977	12 454	19 802	14 865	1 239	25 961	51 657	92 409	16 413	32 124	31 995	21 978	31 442	390 316	2 212	3 093	1 139	4 445	134	401 339
6-13 ans	74 927	24 377	33 240	26 995	2 068	51 006	113 684	111 776	34 664	55 774	52 593	40 551	52 961	674 616	4 333	5 991	1 891	9 073	2 689	698 593
14-17 ans	11 775	4 183	6 286	4 100	189	6 735	16 067	14 652	5 699	9 387	9 381	8 535	9 762	106 751	975	865	282	1 201	1 157	111 231
Mois d'août																				
Nombre de communes	857	394	515	300	29	586	562	598	374	774	719	524	382	6 614	11	12	8	10	14	6 669
Nombre de lieux d'accueils	1 319	545	872	461	39	860	1 245	2 350	625	1 303	1 187	984	890	12 680	14	26	26	16	35	12 797
Nombre de places ouvertes	79 365	26 123	46 493	25 731	2 199	42 589	91 986	148 934	38 582	73 103	64 953	55 025	60 402	755 485	656	1 694	1 730	687	2 966	763 218
Moins de 6 ans	25 321	8 497	15 875	8 557	900	14 123	27 761	60 575	11 513	25 189	22 659	17 115	20 848	258 933	233	669	652	326	64	260 877
6-13 ans	47 162	15 276	25 533	14 925	1 243	25 113	55 349	77 757	22 943	41 470	35 853	30 868	33 563	427 055	331	768	898	321	2 119	431 492
14-17 ans	6 882	2 350	5 085	2 249	56	3 353	8 876	10 602	4 126	6 444	6 441	7 042	5 991	69 497	92	257	180	40	783	70 849

Champ : France métropolitaine + DOM + COM ; seuls les lieux d'accueils habituels sont pris en compte dans les estimations effectuées.

(1) Les accueils de loisirs s'adressent à l'ensemble des mineurs d'âge scolaire tandis que les accueils de jeunes, beaucoup moins nombreux, s'adressent exclusivement à des mineurs âgés de 14 ans ou plus.

Les données proposées cette année ont été estimées comme l'an passé à partir des différents lieux d'accueils recensés. Pour chacun de ces lieux d'accueils, le nombre de places ouvertes a été estimé, pour chaque tranche d'âge, en ne conservant que l'effectif maximal déclaré pour une période d'activité donnée. Auparavant, les données proposées étaient estimées à partir de l'ensemble des déclarations, sans tenir compte des adresses des lieux d'accueils.

La réglementation ayant évolué récemment (cela concerne les déclarations depuis 2015-2016) avec l'inclusion du mercredi après-midi dans le temps périscolaire lorsque la classe a lieu le mercredi matin, la comparaison des données relatives au temps périscolaire (et au mercredi) entre 2015-2016 et les années précédentes doit être effectuée en tenant compte de cette remarque (rupture de série).

Depuis le printemps 2017, les tranches d'âges 6-11 ans d'une part, 12-17 ans d'autre part ont été remplacées respectivement par les tranches d'âges 6-13 ans d'une part et 14-17 ans d'autre part par souci de cohérence avec la réglementation en vigueur au sein des accueils collectifs de mineurs (rupture de série).

Pour les collectivités d'Outre-Mer, seules les communes pour lesquelles on a recensé au moins un accueil au cours de la période 2009-2010 à 2017-2018 sont prises en compte dans le calcul du nombre total de communes.

Sources : Djepva, base de données Siam ; traitement Injep, Medes ; découpage communal au 1er janvier 2018
Estimations au 15 octobre 2019

Accueils collectifs de mineurs avec hébergement (1)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Séjours de vacances (séjours non spécifiques d'au moins cinq jours)	4 714	1 067	1 484	437	394	1 071	426	650	992	2 820	3 261	1 425	2 094	20 835	31	29	15	119	66	21 095
Nombre de séjours de cinq jours ou plus	4 714	1 067	1 484	437	394	1 071	426	650	992	2 820	3 261	1 425	2 094	20 835	31	29	15	119	66	21 095
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	183 736	43 992	47 187	15 148	12 274	35 084	11 686	34 361	30 756	103 925	104 533	47 090	78 293	748 065	833	977	418	3 116	1 401	754 810
Dont nombre de mineurs âgés de moins de 6 ans	2 751	2 528	418	1 242	7	1 321	667	1 869	1 868	891	1 143	1 014	505	16 224	0	0	0	8	0	16 232
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 13 ans	124 504	32 236	35 019	11 475	4 846	25 292	8 184	2 423	22 188	68 121	70 744	36 761	50 897	492 690	412	296	267	2 252	532	496 449
Dont nombre de mineurs âgés de 14 à 17 ans	56 481	9 228	11 750	2 431	7 421	8 471	2 835	30 069	6 700	34 913	32 646	9 315	26 891	239 151	421	681	151	856	869	242 129
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)																				
Nombre de séjours	399	143	170	91	6	255	156	397	128	475	479	300	243	3 242	1	0	2	9	5	3 259
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	7 409	2 827	3 086	2 691	75	5 746	3 098	9 532	2 600	8 232	9 513	5 633	4 728	65 170	12	0	85	192	102	65 561
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	210	153	186	47	0	71	148	846	56	242	822	273	19	3 073	0	0	0	0	0	3 073
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 13 ans	4 492	1 680	2 221	1 593	38	3 314	2 152	5 293	1 489	5 289	5 842	4 070	2 928	40 401	6	0	38	158	64	40 667
Dont nombre de mineurs âgés de 14 à 17 ans	2 707	994	679	1 051	37	2 361	798	3 393	1 055	2 701	2 849	1 290	1 781	21 696	6	0	47	34	38	21 821
Séjours spécifiques (sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles, séjours OFAJ, séjours de cohésion organisés dans le cadre du SNU)																				
Nombre de séjours	596	166	246	182	11	187	84	111	118	395	471	197	305	3 069	1	2	1	8	0	3 081
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	415	88	152	157	11	97	71	77	78	275	361	135	242	2 159	1	2	1	0	0	2 163
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	16 533	4 860	6 548	4 364	417	5 750	2 491	2 931	3 424	11 189	11 786	6 720	10 349	87 362	20	42	124	140	0	87 688
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 13 ans	7 503	2 521	2 355	2 621	162	2 709	925	957	1 505	5 077	5 313	2 776	2 399	36 823	0	20	0	75	0	36 918
Dont nombre de mineurs âgés de 14 à 17 ans	9 030	2 339	4 193	1 743	255	3 041	1 566	1 974	1 919	6 112	6 473	3 944	7 950	50 539	20	22	124	65	0	50 770
Séjours "activité accessoire" aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes (mini-séjours)																				
Nombre de séjours	2 400	763	1 766	1 070	27	1 247	3 422	709	1 682	2 457	1 622	2 306	872	20 343	5	2	5	50	2	20 407
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	695	206	635	198	6	273	673	167	781	569	361	1 048	188	5 800	1	0	1	6	0	5 808
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	39 182	13 549	27 957	22 720	346	25 054	75 441	12 292	28 487	40 412	26 711	41 136	15 141	368 428	185	82	200	1 212	44	370 151
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	2 618	1 247	2 871	2 691	0	2 095	8 192	1 776	3 386	4 654	2 345	4 579	897	37 351	0	0	0	16	0	37 367
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 13 ans	31 082	10 161	22 312	18 350	279	19 737	58 348	9 006	22 447	30 757	19 753	32 274	11 054	285 560	86	82	175	464	9	286 376
Dont nombre de mineurs âgés de 14 à 17 ans	5 482	2 141	2 774	1 679	67	3 222	8 901	1 510	2 654	5 001	4 613	4 283	3 190	45 517	99	0	25	732	35	46 408
Ensemble des séjours																				
Nombre de séjours	8 109	2 139	3 666	1 780	438	2 760	4 088	1 867	2 920	6 147	5 833	4 228	3 514	47 489	38	33	23	186	73	47 842
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	5 824	1 361	2 271	792	411	1 441	1 170	894	1 851	3 664	3 983	2 608	2 524	28 794	33	31	17	125	66	29 066
Effectifs de départs de mineurs au sein de ces accueils	246 860	65 228	84 778	44 923	13 112	71 634	92 716	59 116	65 267	163 758	152 543	100 579	108 511	1 269 025	1 050	1 101	827	4 660	1 547	1 278 210
Dont nombre de départs de mineurs âgés de moins de 6 ans	5 579	3 928	3 475	3 980	7	3 487	9 007	4 491	5 310	5 787	4 310	5 866	1 421	56 648	0	0	0	24	0	56 672
Dont nombre de mineurs âgés de 6 à 13 ans	167 581	46 598	61 907	34 039	5 325	51 052	69 609	17 679	47 629	109 244	101 652	75 881	67 278	855 474	504	398	480	2 949	605	860 410
Dont nombre de mineurs âgés de 14 à 17 ans	73 700	14 702	19 396	6 904	7 780	17 095	14 100	36 946	12 328	48 727	46 581	18 832	39 812	356 903	546	703	347	1 687	942	361 128

Champ : France métropolitaine + DOM + COM ; seuls les lieux d'accueils habituels sont pris en compte dans les estimations effectuées.

(1) Les séjours «activité accessoire» sont organisés dans le cadre des accueils de loisirs ou des accueils de jeunes dont l'activité se déroule habituellement sans hébergement. La durée d'un tel séjour ne peut dépasser cinq jours.

Au cours d'une année, un mineur est comptabilisé autant de fois que le nombre de séjours auquel il participe.

Le nombre de journées correspond à la somme des durées des séjours.

Une journée enfant correspond à l'accueil d'un enfant pendant une journée. Un séjour de 10 jours accueillant 12 enfants correspond à un volume d'activité de 120 journées enfants.

Depuis le printemps 2017, les tranches d'âges 6-11 ans d'une part, 12-17 ans d'autre part ont été remplacées respectivement par les tranches d'âges 6-13 ans d'une part et 14-17 ans d'autre part par souci de cohérence avec la réglementation en vigueur au sein des accueils collectifs de mineurs.

Sources : Djepva, fichiers Siam ; traitement Injep, Medes
Estimations au 15 octobre 2019

Accueils de scoutisme

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre de communes au sein du département au 1er janvier 2019	4 092	3 734	1 232	1 776	360	5 132	3 808	1 276	2 709	4 405	4 485	1 272	947	35 228	c	34	22	24	17	35 325
Au moins une période d'activité au cours de l'année																				
Nombre de communes	135	43	61	39	1	90	93	199	51	90	91	65	58	1 016	9	13	5	4	1	1 048
Nombre de lieux d'accueils habituels	228	63	106	65	1	135	136	518	69	139	155	132	126	1 873	9	18	7	6	1	1 914
Nombre de places ouvertes	16 684	3 785	6 449	4 073	97	8 145	10 713	42 320	3 798	8 838	9 674	7 591	8 050	130 217	549	776	265	303	56	132 166
Moins de 6 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6-13 ans	10 663	2 375	3 976	2 313	62	5 158	6 450	25 709	2 340	5 194	6 115	4 646	5 350	80 351	313	409	199	161	45	81 478
14-17 ans	6 021	1 410	2 473	1 760	35	2 987	4 263	16 611	1 458	3 644	3 559	2 945	2 700	49 866	236	367	66	142	11	50 688
Mineurs déclarés en situation de handicap	11	0	0	4	0	1	5	16	1	6	15	2	0	61	0	0	0	0	0	61

Champ : France métropolitaine + DOM + COM ; seuls les lieux d'accueils habituels sont pris en compte dans les estimations effectuées.

Sources : Djepva, fichiers Siam ; traitement Injep, Medes ; découpage communal au 1er janvier 2018
Estimations au 15 octobre 2019

Accueil des enfants d'âge préscolaire

Places agréées par la PMI au 31.12.2017 par catégorie d'établissement - Taux d'équipement

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Accueil collectif	48 196	11 727	11 867	10 037	1 878	28 755	22 646	129 734	12 114	24 526	34 064	16 426	39 108	391 078	2 623	3 193	1 329	6 367	nd	404 590
Crèches collectives (y compris parentales)	2 387	1 570	960	1 402	120	3 818	4 472	52 582	1 569	419	3 602	3 326	633	76 860	2 070	1 512	923	0	nd	81 365
Haltes garderies	744	545	1 107	1 069	0	1 154	2 400	4 603	661	704	857	1 091	662	15 597	30	0	0	0	nd	15 627
Jardins d'enfants	1 002	73	136	50	22	1 155	536	3 385	114	97	557	72	1 127	8 326	205	490	135	355	nd	9 511
Jardins d'éveil	0	12	0	24	0	20	0	0	0	0	16	0	0	72	0	0	0	0	nd	72
Multi-accueil	44 063	9 527	9 664	7 492	1 736	22 608	15 238	69 164	9 770	23 306	29 032	11 937	36 686	290 223	318	1 191	271	6 012	nd	298 015
Taux d'équipement en accueil collectif pour 1 000 enfants nés au cours des 3 dernières années	179,7	141,7	122,9	127,1	210,2	169,3	108,5	268,0	117,9	149,8	196,1	136,5	246,5	189,4	226,6	322,2	67,3	176,3	nd	188,1
Accueil familial																				
Places	2 632	864	1 208	1 735	25	2 871	2 827	17 544	1 060	4 308	3 371	1 475	2 537	42 457	0	18	69	90	nd	42 634
Taux de scolarisation des enfants de 2 ans (Rentrée 2017-2018 pour 100 enfants de 2 ans) (1)	11,1	12,9	31,7	7,7	7,4	10,0	26,0	4,8	11,1	9,8	10,7	15,2	6,9	11,7	21,6	34,4	2,2	12,0	3,5	11,7
Personnes salariées employées par des particuliers (2ème trimestre 2017)																				
Assistantes maternelles	42 239	16 763	17 830	14 206	401	28 200	31 485	36 075	20 365	25 767	19 973	26 625	12 770	292 699	552	386	170	1 141	nd	294 948
Garde d'enfants à domicile	9 245	1 300	3 076	1 712	87	2 707	4 344	38 211	2 352	4 177	4 087	4 077	3 124	78 499	163	91	155	1 216	nd	80 124

(1) Indicateurs sociaux départementaux

Sources : DREES, Enquête Aide sociale 2017 (Volet PMI) ; Ircem ; MENJ, DEPP, Constat 1er degré de rentrée 2017 Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (MENJ, DEPP)

Sources : DREES, MENJ-DJEPVA-Direction des sports, MS-DS, MESRI.

Pour en savoir plus :

Formation aux professions de santé et aux professions sociales

Les enquêtes Écoles santé et social, réalisées annuellement, ont pour objectif principal de dénombrer et d'identifier les établissements de formation et de recueillir des informations sur le nombre et les caractéristiques des étudiants ou élèves en formation (sexe, âge, niveau de formation générale, modes de prise en charge financière, redoublements, etc.).

Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport

Le ministère en charge des Sports met en place des formations et délivre des diplômes d'État qui couvrent l'ensemble des secteurs de l'animation sportive et socioculturelle. Ces diplômes permettent aux animateurs et aux éducateurs d'exercer leur activité contre rémunération (code du sport – article L2121) et d'encadrer des jeunes ou des adultes en tant que :

- **Assistant animateur**, avec un BAPAAAT, brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien, diplôme de niveau V
- **Animateur**, avec un BPJEPS socioculturel, brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau IV
- **Éducateur sportif**, avec un BEES I, brevet d'Etat d'éducateur sportif, diplôme de niveau IV, ou un BPJEPS sport
- **Cadre dans le sport ou le secteur socioculturel**, avec un DEJEPS, diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau III, ou un DESJEPS, diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau II

À noter qu'il existe aussi des DEMM, Diplômes d'État des Métiers de la Montagne, qui répondent à des besoins spécifiques liés au lieu de pratique.

Par ailleurs, deux autres diplômes (non professionnels) permettent d'encadrer et d'animer dans les structures d'accueils collectifs de mineurs (ACM) en tant que :

- **Animateur**, avec un BAFA, brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur
- **Directeur**, avec un BAFD, brevet d'aptitude aux fonctions de directeur

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche délivre également des diplômes dans le champ du sport et de l'animation :

- **DUT carrières sociales** (option animation sociale et socioculturelle), diplôme de niveau III
- **STAPS**, sciences et techniques des activités physiques et sportives, diplômes le plus souvent de niveaux II et I

Aide complémentaire :

<http://www.injep.fr/>

<http://www.sports.gouv.fr/>

<https://equipements.sports.gouv.fr/pages/accueil>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/le-nombre-d-etudiants-se-destinant-a-l-accompagnement-educatif-et-social>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/aides-soignants-de-moins-en-moins-de-candidats-a-l-entree-en-formation-et-une>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/article/les-etudiants-en-formation-de-sante-en-2017-et-2018>



Sports

Fédérations sportives

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Fédérations sportives (juillet 2019)																				
Clubs (données de l'année 2018 estimées au 19 juillet 2019) (1)																				
Fédérations unisport olympiques	9 463	3 789	4 753	3 697	547	7 058	6 442	9 212	4 339	8 180	7 424	5 007	5 311	75 222	490	433	251	858	250	77 504
Fédérations unisport non olympiques	5 178	1 687	1 482	1 390	245	2 423	2 008	3 460	1 294	3 767	4 727	1 576	2 890	32 127	170	193	61	413	43	33 007
Fédérations multisports	6 501	1 996	3 024	2 207	166	4 269	4 359	6 279	1 792	4 772	4 453	3 411	3 196	46 425	254	209	114	445	65	47 512
Total clubs affiliés à une fédération	21 142	7 472	9 259	7 294	958	13 750	12 809	18 951	7 425	16 719	16 604	9 994	11 397	153 774	914	835	426	1 716	358	158 023
Licences (données de l'année 2018 estimées au 19 juillet 2019) (1) (3)																				
Fédérations unisport olympiques	1 093 340	334 380	478 747	343 639	39 657	700 596	706 740	1 415 786	433 019	810 628	739 584	560 328	611 085	8 267 529	37 005	32 595	19 928	76 592	16 337	8 449 986
Part des licences féminines	31,6	31,7	29,5	32,0	29,4	32,1	29,3	31,2	32,4	31,4	30,8	29,8	31,7	31,1	28,9	30,4	29,9	29,5	15,2	31,0
Fédérations unisport non olympiques	238 413	70 773	85 278	68 545	9 173	111 970	96 969	212 457	67 651	185 226	221 633	83 534	159 901	1 611 523	5 588	5 691	1 651	15 808	1 686	1 641 947
Part des licences féminines	28,8	31,1	36,2	34,4	21,4	31,5	31,1	35,4	32,1	31,8	28,9	31,7	31,5	31,6	36,4	35,0	28,4	31,9	24,1	31,6
Fédérations multisports	701 087	207 437	317 860	203 293	24 232	412 484	433 036	736 114	202 734	459 500	417 934	359 270	343 211	4 818 192	16 274	17 064	13 348	56 676	10 245	4 931 799
Part des licences féminines	54,8	54,7	54,6	55,1	45,6	52,8	51,6	50,7	55,9	53,7	53,0	54,6	48,7	79,5	44,6	45,1	46,9	47,0	50,2	78,7
Dont Fédération Handisport	3 496	1 928	1 390	759	20	2 742	2 483	3 363	663	2 528	2 693	1 269	2 049	25 383	75	112	44	214	0	25 828
Part des licences féminines	31,0	37,4	28,9	25,8	45,0	34,7	33,4	28,7	27,1	34,3	30,9	30,2	38,5	32,3	36,0	38,4	34,1	35,5	0,0	32,4
Dont Fédération du sport adapté	3 642	1 465	1 327	1 069	35	1 624	2 166	2 531	1 210	6 111	4 568	1 525	1 941	29 214	40	8	0	191	0	29 453
Total des licences sportives délivrées	2 032 840	612 590	881 885	615 477	73 062	1 225 050	1 236 745	2 364 357	703 404	1 455 354	1 379 151	1 003 132	1 114 197	14 697 244	58 867	55 350	34 927	149 076	28 268	15 023 732
Part des licences féminines	39,3	39,4	39,2	39,9	33,8	39,0	37,3	37,6	39,1	38,5	37,3	38,8	36,9	38,3	33,9	35,4	36,3	36,4	28,4	38,5
Taux de licences sportives pour 100 habitants	25,3	21,9	26,5	24,0	21,5	22,2	20,7	19,4	21,2	24,3	23,4	26,5	22,0	22,7	15,4	15,2	11,8	17,2	10,5	22,4
Encadrement du sport fédéral (données au 1er septembre 2019) (2)																				
Nombre de Conseillers techniques nationaux et régionaux affectés dans les services déconcentrés (H/F)	152	46	52	34	2	67	45	373	29	112	109	39	79	1 139	8	4	2	7	0	1 160
Hommes	131	35	40	25	2	56	35	292	26	91	84	36	63	916	7	3	1	7	0	934
Femmes	21	11	12	9	0	11	10	81	3	21	25	3	16	223	1	1	1	0	0	226

(1) Totaux régionaux y compris les non-répartis par département / Total France métropolitaine y compris les non-répartis par département et par région

(2) Il s'agit de l'ensemble des conseillers techniques régionaux et nationaux affectés en région. France entière hors Mayotte

(3) On estime à 1 198 706 le nombre de licences qui n'ont pu être réparties par région et qui ne figurent donc pas dans le total mentionné dans le tableau : il s'agit notamment des quelques 550 000 licences de la fédération française de handball (données 2017) pour lesquelles les données 2018 sont manquantes ainsi que de 366 361 licences UGSEL non réparties par région parmi les quelques 1 085 254 licences UGSEL délivrées en 2018. Par ailleurs, on estime à 12 602 le nombre de clubs n'ayant pu être répartis par région (dont 2 435 clubs de handball).

Sources : Ministères en charge de la jeunesse et des sports, Injep-Medes, Direction des Sports, CGOCTS



Sports

Équipements sportifs - Sports de haut niveau - Pôles sportifs

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Équipements sportifs (hors sports de nature) (données au 7 novembre 2019)																				
Ensemble des équipements hors sports de nature	32 969	15 239	16 453	14 089	1 092	28 677	24 233	27 919	16 027	31 051	29 810	20 263	16 907	274 729	1 148	969	744	2 640	306	280 536
Terrains de grands jeux (foot, rugby...)	4 952	2 779	2 957	2 228	186	5 079	4 531	2 785	2 715	4 912	4 121	3 093	1 548	41 886	226	185	120	314	75	42 806
Courts de tennis	5 457	2 000	1 695	1 873	232	3 749	2 581	5 332	2 223	4 866	4 589	2 186	2 993	39 776	115	95	56	200	13	40 255
Bassins de natation	872	376	257	315	36	445	381	737	302	740	792	445	487	6 185	19	20	29	96	1	6 350
Boulodromes	3 613	1 593	2 226	1 953	8	2 706	3 307	1 347	1 905	2 722	3 133	2 569	1 219	28 301	50	85	25	207	13	28 681
Taux d'équipements sportifs (hors sports de nature) pour 100 habitants	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,5	0,4	0,2	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,4
Sportifs en lien avec le sport de haut niveau (données au 17 décembre 2019)																				
Nombre de sportifs en catégorie Élite	128	24	43	21	1	59	32	180	20	96	86	39	68	797	1	2	0	5	0	805
Nombre de sportifs en catégorie Senior	159	30	46	20	3	46	53	184	40	97	101	54	99	932	2	1	0	4	0	939
Nombre de sportifs en catégorie Jeune (relève)	455	98	111	80	3	194	223	479	105	250	235	162	255	2 650	16	5	1	25	0	2 697
Nombre de sportifs en catégorie Reconversion	25	5	4	8	0	9	4	42	5	12	7	4	13	138	0	0	0	9	0	147
Nombre total de sportifs de haut niveau (1)	767	157	204	129	7	308	312	885	170	455	429	259	435	4 517	19	8	1	43	0	4 588
Nombre de sportifs en catégorie Espoir	1 093	355	364	252	76	599	482	813	303	857	779	327	634	6 934	133	81	26	158	0	7 332
Nombre de sportifs en collectif national	328	74	66	67	1	157	146	483	96	221	243	90	201	2 173	5	2	5	22	0	2 207
Projets de performance fédéraux selon le type de programme (données au 17 décembre 2019) (2)																				
Ensemble des projets de performance fédéraux (PPF)	104	49	66	54	7	92	77	123	54	105	119	60	100	1 010	16	11	6	21	0	1 064
Projets de performance fédéraux "Accession"	78	34	48	35	6	66	57	72	43	82	71	41	65	698	15	11	6	18	0	748
Projets de performance fédéraux "Excellence"	26	15	18	19	1	26	20	51	11	23	48	19	35	312	1	0	0	3	0	316

(1) Un sportif est de haut niveau s'il est inscrit sur l'une des 4 listes suivantes : élite, seniors, jeunes ou reconversion

(2) Les projets de performance fédéraux succèdent aux Parcours de l'Excellence Sportive (PES). Le Projet de Performance Fédéral (PPF), validé par les instances fédérales nationales, doit comprendre deux programmes distincts : un programme d'excellence qui prend en compte la population des sportifs de haut niveau et du collectif France en liste et l'ensemble des structures ou dispositifs de préparation ciblés sur cette population d'une part, un programme d'accession au haut niveau qui s'adresse plus particulièrement aux sportifs en liste de sportif Espoir en assurant la détection et le perfectionnement de ces talents, ainsi qu'aux sportifs régionaux d'autre part.

Source : Ministères en charge de la jeunesse et des sports, Direction des Sports, base de données PSQS (parcours et suivi quotidien du sportif), année 2019-2020, Res (Recensement des équipements sportifs)

Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation aux professions sociales (nombre de diplômes délivrés en 2018 - y compris Validation des Acquis de l'Expérience partielle)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche- Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de- France	Île-de-France	Normandie	Nouvelle- Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Diplômes de niveau V																				
Aides médico-psychologiques	76	26	31	5	18	41	84	11	23	8	78	3	22	426	9	0	3	5	0	443
Auxiliaires de vie sociale	1	0	3	1	0	11	25	5	2	1	13	0	9	71	0	39	0	0	0	110
Accompagnement éducatif et social	917	302	467	236	7	516	732	1 370	417	763	847	493	534	7 601	138	51	0	75	0	7 865
Assistants familiaux	134	74	119	76	0	151	227	226	117	199	125	89	72	1 609	0	0	0	78	0	1 687
Diplômes de niveau IV																				
Techniciens de l'intervention sociale et familiale	87	7	41	14	0	29	47	53	14	34	40	19	31	416	6	7	0	0	0	429
Moniteurs éducateurs	389	96	123	142	0	201	311	423	123	274	334	93	288	2 797	18	18	8	60	18	2 919
Diplômes de niveau III																				
Assistants de service social	263	84	141	77	0	169	244	357	97	138	143	90	149	1 952	6	16	0	31	0	2 005
Éducateurs spécialisés	462	135	198	207	0	360	488	872	176	366	358	132	301	4 055	19	14	8	38	0	4 134
Éducateurs de jeunes enfants	174	49	36	43	0	156	130	598	31	95	125	99	116	1 652	10	14	9	30	0	1 715
Éducateurs techniques spécialisés	33	10	28	11	0	23	12	9	19	27	14	0	8	194	0	0	0	0	0	194
Conseillers en économie sociale familiale	167	58	103	52	0	101	81	126	38	152	121	98	62	1 159	4	0	0	9	0	1 172
Diplômes de niveau II																				
Médiateur familial	17	1	9	0	0	8	2	44	3	0	23	10	0	117	0	0	0	0	0	117
Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS)	138	37	69	40	10	92	82	395	47	119	99	55	128	1 311	6	16	1	5	0	1 339
Diplômes de niveau I																				
Diplôme d'État en ingénierie sociale (DEIS)	8	9	5	7	0	5	3	32	4	8	3	11	16	111	0	0	0	1	0	112
Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement et de service d'intervention sociale (CAFDES)	32	13	16	19	0	28	25	59	12	30	39	25	20	318	0	0	0	2	0	320

Source : DREES, enquête écoles de formation 2018



Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation aux professions de santé (nombre de diplômes délivrés en 2018 - y compris Validation des Acquis d'Expérience partielle)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Diplômes de niveau V																				
Aides soignants	3 035	1 005	1 329	996	83	1 912	1 672	3 225	1 213	2 196	1 589	1 194	2 090	21 539	42	59	20	87	15	21 762
Ambulanciers	392	133	275	95	52	323	282	436	107	287	342	124	342	3 190	28	0	0	43	0	3 261
Auxiliaires de puériculture	695	126	124	64	32	404	204	2 003	131	240	250	79	653	5 005	25	22	34	46	15	5 147
Diplômes de niveau III																				
Préparateur en pharmacie hospitalière	58	0	0	47	0	53	36	73	0	32	52	0	45	396	0	0	0	0	0	396
Techniciens en analyses biomédicales	33	0	0	14	0	0	15	24	0	0	0	0	0	86	0	0	0	0	0	86
Diplômes de niveau II																				
Infirmiers diplômés d'État	3 218	1 190	1 064	997	118	2 293	2 706	4 722	1 306	2 358	1 929	1 157	2 270	25 328	109	66	48	179	27	25 757
Masseurs kinésithérapeutes (1)	17	0	4	0	0	2	5	39	0	5	2	3	2	79	0	0	0	0	0	79
Pédicures-podologues	0	0	37	0	0	0	53	377	0	26	26	31	28	578	0	0	0	0	0	578
Ergothérapeutes	67	0	80	31	0	68	91	158	80	78	72	15	55	795	0	0	0	15	0	810
Psychomotriciens	46	0	0	23	0	25	72	448	20	57	47	0	155	893	0	0	0	20	0	913
Manipulateurs en électroradiologie médicale	87	0	22	37	0	50	32	68	15	38	55	14	26	444	0	0	0	0	0	444
Diplômes de niveau I																				
Sages-femmes	128	49	51	30	0	91	97	126	40	57	78	46	57	850	0	16	0	10	0	876
Formations complémentaires (nombre de diplômes délivrés)																				
Infirmiers de bloc opératoire	68	0	36	38	0	28	44	56	12	21	43	0	27	373	0	10	0	11	0	394
Infirmiers anesthésistes	66	27	31	15	0	54	45	141	25	55	47	19	53	578	11	0	0	0	0	589
Puéricultrices	130	41	28	41	0	58	122	252	43	40	128	54	83	1 020	19	0	0	17	3	1 059
Cadres de santé	175	53	52	33	0	94	146	316	60	108	72	61	149	1 319	0	0	0	0	0	1 319

(1) Le nombre de diplômés masseurs-kinésithérapeutes relativement faible se justifie par le passage de la durée d'études de 3 à 4 ans depuis la rentrée scolaire 2015

Source: DREES, enquête écoles de formation 2018



Diplômes délivrés (professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socioculturelle)

Formation à l'animation socioculturelle et aux métiers du sport (nombre de diplômes délivrés en 2018)

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Diplômes non professionnels																				
Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA)	4 904	1 443	2 464	1 551	89	3 166	5 832	8 382	1 965	3 777	4 320	2 923	3 125	43 941	204	260	41	409	305	45 160
Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD)	171	104	146	110	0	193	262	476	91	229	194	124	144	2 244	16	28	9	33	4	2 334
Diplômes de niveau V																				
Brevet d'Aptitude Professionnelle d'Assistant Animateur Technicien (BAPAAT)	93	72	0	0	0	0	21	65	99	4	132	0	192	678	0	0	0	16	0	694
Diplômes de niveau IV																				
Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (BPJEPS) (1) (2)	1 745	606	914	378	92	750	780	1 827	535	1 559	1 424	1 214	1 552	13 376	45	58	0	151	46	13 676
BEES 1er degré (2)	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	2
Brevet d'État. Alpinisme, accompagnateur de moyenne montagne (2)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1
Diplômes de niveau III																				
Diplôme Universitaire de Technologie (DUT) Carrière sociale option Animation sociale et socio-culturelle	19	52	92	72	0	0	51	128	43	159	32	0	24	672	0	0	0	0	0	672
Diplôme d'État de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DEJEPS) (2)	323	96	106	41	16	94	127	492	85	244	288	171	287	2 370	2	2	0	5	9	2 388
Diplômes de niveau II et III																				
Diplôme d'État des Métiers de la Montagne (DEMM) (2) (3)	671	143	0	0	3	5	0	1	0	8	35	0	28	894	0	1	0	0	0	895
Diplômes de niveau II																				
Brevet d'État d'Éducateur Sportif (BEES) 2° degré	2	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	5	0	0	0	0	0	5
Diplôme d'État Supérieur de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DESJEPS) (2)	34	26	14	4	2	30	46	296	37	31	51	42	49	662	4	0	0	0	0	666
Autres diplômes																				
Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS)	1 837	773	805	361	23	916	1 458	1 810	623	981	1 253	713	897	12 450	68	0	0	143	0	12 661

(1) Le BPJEPS à 4 unités complémentaires (4 UC) devrait remplacer à terme le BPJEPS à 10 unités complémentaires (10 UC).

(2) Les BE Alpinisme «accompagnateur en moyenne montagne» et les BEES sont progressivement remplacés par des BPJEPS, DEJEPS, DESJEPS ou DEMM

(3) Les DEMM sont des diplômes d'État des métiers de la montagne de niveau II pour les guides de haute montagne (exclusivement en région Auvergne-Rhône-Alpes), de moniteurs de ski alpin spécialisés en entraînement (exclusivement en région Auvergne-Rhône-Alpes), de niveau III pour les autres diplômes (accompagnateurs en moyenne montagne, ski alpin et ski de fond non spécialisé en entraînement).

Sources : Ministères en charge de l'enseignement supérieur (diplômes STAPS et DUT carrière sociale et animation), en charge des sports (direction des Sports, Forôme Exploit) pour les autres diplômes professionnels du champ «sport et animation» et en charge de la jeunesse (DJEPVA, base de données BAFA-BAFD, traitements Injep-Medes)

Activité, Emploi associatif et Sport

Nombre d'établissements et de postes salariés

	Auvergne- Rhône-Alpes	Bourgogne- Franche-Comté	Bretagne	Centre- Val de Loire	Corse	Grand Est	Hauts-de-france	Île-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	FRANCE métropolitaine	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte	FRANCE entière
Nombre d'établissements associatifs employeurs en 2015 (1)	24 363	7 959	10 678	7 533	947	12 998	13 176	29 921	8 753	18 062	19 126	12 875	14 325	180 716	1 073	1 009	441	1 906	nd	185 145
dont action sociale	4 388	1 539	1 421	1 262	203	3 065	2 864	4 417	1 505	3 282	3 064	2 020	2 369	31 399	304	235	90	395	nd	32 423
dont enseignement	2 643	678	1 883	723	78	1 648	1 496	2 980	890	1 876	1 847	2 171	1 379	20 292	133	78	32	124	nd	20 659
dont santé humaine	550	239	212	126	14	365	318	626	173	325	349	250	274	3 821	26	21	12	34	nd	3 914
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	5 132	1 463	2 289	1 841	202	1 896	2 992	4 700	2 146	4 088	3 806	2 787	2 601	35 943	115	144	55	344	nd	36 601
dont arts, spectacles et activités récréatives	2 840	947	1 029	741	84	1 221	1 265	5 136	789	2 163	2 562	1 191	1 846	21 814	39	48	17	148	nd	22 066
dont autres établissements associatifs	8 810	3 093	3 844	2 840	366	4 803	4 241	12 062	3 250	6 328	7 498	4 456	5 856	67 447	456	483	235	861	nd	69 482
Nombre de postes salariés dans les établissements associatifs en 2015 (1)	239 656	78 241	108 557	62 156	6 878	152 913	176 527	299 956	89 116	162 449	168 068	127 550	133 685	1 805 752	10 752	10 570	4 007	21 002	nd	1 852 083
dont action sociale	115 569	41 784	45 531	34 478	4 313	87 546	95 173	117 984	48 339	87 641	92 773	56 746	64 299	892 176	4 937	4 075	1 547	8 241	nd	910 976
dont enseignement	47 163	11 577	31 164	9 584	588	18 812	35 939	59 380	16 269	24 512	23 551	35 379	20 968	334 886	1 852	1 422	532	1 997	nd	340 689
dont santé humaine	19 280	5 434	6 390	2 176	170	13 085	11 290	31 022	3 886	8 728	10 291	6 392	12 072	130 216	524	474	560	854	nd	132 628
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	10 547	1 926	4 075	2 148	413	3 673	4 106	22 247	3 351	8 093	8 219	5 149	6 547	80 494	410	592	151	1 590	nd	83 237
dont arts, spectacles et activités récréatives	3 972	1 138	1 411	732	77	1 790	2 162	7 286	1 176	2 872	2 806	1 247	2 781	29 450	119	322	29	323	nd	30 243
dont autres établissements associatifs	43 125	16 382	19 986	13 038	1 317	28 007	27 857	62 037	16 095	30 603	30 428	22 637	27 018	338 530	2 910	3 685	1 188	7 997	nd	354 310
Part de l'emploi associatif en ETP dans l'emploi total en 2015 (%) (1)	8,2	8,4	9,8	7,3	6,2	8,2	8,9	5,1	7,9	8,3	8,8	9,5	7,6	7,6	8,8	7,9	7,1	8,5	nd	7,6
Salariés du secteur privé dans diverses activités associées au sport au 31 décembre 2018 (2)																				
Nombre de postes salariés du secteur privé dans le secteur sportif au 31 décembre 2018 (3)	17 323	4 155	7 162	4 324	706	7 159	7 970	32 238	5 788	11 613	10 012	7 741	9 789	125 980	296	507	187	784	nd	127 754
dont gestion d'installations sportives	2 680	471	1 060	442	53	840	1 523	4 573	966	1 719	1 062	1 035	1 627	18 051	39	111	6	90	nd	18 297
dont activités de clubs de sport	10 849	2 678	4 835	3 106	545	3 373	5 135	19 904	4 034	7 888	6 895	5 617	5 607	80 466	159	243	142	465	nd	81 475
dont activités des centres de culture physique	1 156	326	335	224	34	501	594	2 127	403	711	932	424	1 025	8 792	4	12	23	71	nd	8 902
dont autres activités liées au sport	1 744	426	400	278	27	958	325	3 840	151	400	574	409	794	10 326	66	108	6	107	nd	10 613
dont enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs (4)	894	254	532	274	47	1 487	393	1 794	234	895	549	256	736	8 345	28	33	10	51	nd	8 467
Nombre de postes salariés dans les principales autres activités associées au sport en 2018 (5)	23 693	2 390	3 545	2 059	441	4 153	5 085	7 961	2 330	7 732	6 714	7 211	8 246	81 560	244	265	49	623	nd	82 741
dont construction bateaux de plaisance	19	61	661	63	0	8	59	17	109	2 671	461	4 112	157	8 398	6	5	0	0	nd	8 409
dont fabrication de bicyclettes et véhicule pour invalides	411	246	17	378	0	364	23	16	29	7	20	384	4	1 899	0	0	0	9	nd	1 908
dont fabrication d'articles de sports	1 994	286	198	357	11	366	399	130	206	134	109	133	238	4 561	0	0	0	11	nd	4 572
dont commerce de détail d'articles de sports en magasins spécialisés	10 743	1 547	2 537	1 251	333	3 168	4 558	7 472	1 940	4 591	4 741	2 514	5 800	51 195	185	163	45	567	nd	52 155
Téléphériques et remontées mécaniques	9 786	123	0	0	0	108	0	0	0	170	1 022	0	1 672	12 881	0	0	0	0	nd	12 881
dont location et location-bail d'articles de loisirs et de sports	740	127	132	10	97	139	46	326	46	159	361	68	375	2 626	53	97	4	36	nd	2 816

(1) La source Clap va être remplacée par la source Flores à partir du millésime 2017 qui ne sera pas disponible pour la parution du panorama statistique 2019. Il n'y aura pas de millésime CLAP 2016.

(2) La mise en oeuvre progressive de la DSN, ainsi que la refonte de la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés associée, pourraient conduire à des révisions durant la phase de montée en charge. Les données sont donc provisoires.

(3) Le secteur sportif regroupe les classes suivantes : gestion d'installations sportives (NAF 93.11Z), activités de clubs de sport (NAF 93.12Z), activités des centres de culture physique (NAF 93.13Z), autres activités liées au sport (NAF 93.19Z), enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisir (NAF 85.51Z).

(4) Non compris les postes d'enseignants d'éducation physique et sportive des établissements scolaires et universitaires, publics ou privés sous contrat

(5) Activités économiques concourant essentiellement à la mise à disposition de biens ou de services nécessaires à la pratique du sport. Exemples : construction de bateaux de plaisance (NAF 30.12Z), fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides (NAF 30.92Z), fabrication d'articles de sport (NAF 32.30Z), commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé (NAF 47.64Z), téléphériques et remontées mécaniques (NAF 49.39C), location et location-bail d'articles de loisir et de sport (NAF 77.21Z).

Sources : Insee-Clap (associations employeuses) ; base de données Séquoia de l'Acos et des Urssaf

AAH	Allocation aux adultes handicapés	DREES	Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques
ACOSS	Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale	DR(D)JSCS	Direction Régionale (et Départementale) de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale
ACTP	Allocation Compensatrice pour Tierce Personne	EHPAD	Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes
ADF	Assemblée des Départements de France	ERASME	Extraction, Recherche, Analyse, Suivi Médico-Économique
AED	Action Éducative à Domicile	ESAT	Établissement ou Service d'Aide par le Travail
AEMO	Action Éducative en Milieu Ouvert	ESCAPAD	Enquête sur la Santé et les Consommations lors de l'Appel de Préparation à la Défense
APA	Allocation Personnalisée d'Autonomie	ESLD	Établissement de Soins de Longue Durée
ASE	Aide Sociale à l'Enfance	FAJ	Fonds d'Aide aux Jeunes
ASP	Agence de Services et de Paiement	FAM	Foyer d'Accueil Médicalisé
ASPA	Allocation de Solidarité aux Personnes Âgées	FINESS	Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux
ASS	Allocation de Solidarité Spécifique	FiLoSoFi	Fichier Localisé Social et Fiscal
ASV	Allocation Supplémentaire Vieillesse	FJT	Foyers de Jeunes Travailleurs
CADA	Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile	FSV	Fonds Solidarité Vieillesse
CAE	Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi	FTM	Foyers de Travailleurs Migrants
CCMSA	Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole	GIP	Groupement d'Intérêt Public
CDAPH	Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées	IEM	Instituts d'Éducation Motrice
CGET	Commissariat Général à l'Égalité des Territoires	IME	Institut Médico Éducatif
CHRS	Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale	INJEP	Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
CIE	Contrat Initiative Emploi	INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
CLAP	Connaissance Locale de l'Appareil Productif	IRCEM	Institution de Retraite Complémentaire des Employés de Maison
CMUC	Couverture Maladie Universelle Complémentaire	ISD	Indicateurs Sociaux Départementaux
CNAF	Caisse Nationale d'Allocations Familiales	ITEP	Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique
CNAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie	IVG	Interruption Volontaire de Grossesse
CNAV	Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse	JDC	Journée Défense et Citoyenneté
CNSA	Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie	MAS	Maison d'Accueil Spécialisée
CUI	Contrat Unique d'Insertion	MEDES	Mission Enquêtes, Données et Études Statistiques
DALO	Droit Au Logement Opposable	MENESR	Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
DARES	Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques	MENJ	Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
DEPP	Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance	MS	Ministère des sports
DGCS	Direction Générale de la Cohésion Sociale		
DJEPVA	Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative		

MSA	Mutualité Sociale Agricole
ODAS	Observatoire de l'Action Sociale Décentralisée
OFDT	Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies
OFPRA	Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides
PAIO	Permanence d'Accueil, d'Information et d'Orientation
PCH	Prestation de Compensation du Handicap
QPV	Quartier Prioritaire de la politique de la Ville
RSA	Revenu de Solidarité Active
REP	Réseau d'Éducation Prioritaire
SAE	Statistique Annuelle des Établissements
SAMSAH	Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés
SAVS	Service d'Accompagnement à la Vie Sociale
SESSAD	Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile
SIAM	Système d'Information des Accueils de Mineurs
SPASAD	Service Polyvalent d'Aide et de Soins À Domicile
SSIAD	Service de Soins Infirmiers À Domicile
USLD	Unité de soins de longue durée
VAE	Validation des Acquis de l'Expérience



DRDJSCS Auvergne-Rhône-Alpes

Mission Communication, Observation, Études, Statistiques
Cité administrative
245, rue Garibaldi
69422 LYON CEDEX 03
<http://auvergne-rhone-alpes.drdjscs.gouv.fr/>

DRDJSCS de Bourgogne-Franche-Comté

Centre de Ressources
Observation / Enquêtes / Statistiques
10, boulevard Carnot
CS 13430
21034 DIJON Cedex
<http://bourgogne-franche-comte.drdjscs.gouv.fr/>

DRJSCS de Bretagne

Mission Observation / Appui / Expertise
4, avenue du Bois L'Abbé
CS 94323
35043 RENNES Cedex
www.bretagne.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS du Centre-Val de Loire

Service Observation Études
122, rue du faubourg Bannier
CS 74204
45042 ORLÉANS Cedex 1
<http://centre-val-de-loire.drdjscs.gouv.fr/>

DRJSCS de Corse

Mission Pilotage, Expertise, Appui,
Service Observation Statistique
Immeuble Castellani
Quartier Saint-Joseph
CS 13001
20700 AJACCIO Cedex 09
www.corse.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS Grand Est

Mission Observation, Audit, Évaluation, Ingénierie
Cité Administrative Gaujot
14, rue du Maréchal Juin
CS 50016
67084 STRASBOURG Cedex
<http://grand-est.drdjscs.gouv.fr/>

DJSCS de Guadeloupe

Mission Observation Sociale et Statistiques
323, boulevard du Général de Gaulle
97100 BASSE-TERRE
<http://guadeloupe.drjscs.gouv.fr/>

DJSCS de Guyane

Service Observation, Cohésion Sociale et Égalité des Droits (OCSED)
2100, route de Cabassou
Lieu-dit « La verdure »
CS 35001
97305 CAYENNE Cedex
<http://guyane.drjscs.gouv.fr/>

DRDJSCS des Hauts-de-France

Pôle Appui aux politiques
20, Square Friant. Les 4 chênes
80039 AMIENS Cedex 01
<http://hauts-de-france.drjscs.gouv.fr/>

DRIHL d'Ile-de-France

Service des observatoires, études et évaluations
5, rue Leblanc
75911 PARIS Cedex 15
www.drihl.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

DRJSCS Ile-de-France

Mission d'Observation, d'Expertise et d'Appui
6/8, rue Eugène Oudiné
CS 81360
75634 – PARIS Cedex 13
www.ile-de-france.drjscs.gouv.fr

DJSCS de La Réunion

14, allée des Saphirs
CS 61044
97404 SAINT-DENIS Cedex
www.reunion.drjscs.gouv.fr

DJSCS de Martinique

Mission transversale d'appui, Observation, Études, Statistiques
Agora 2 – ZAC Etang Z'Abriçot
Rond-point du calendrier
Lagunaire BP 669
97264 FORT-DE-FRANCE Cedex
www.martinique.drjscs.gouv.fr

DJSCS de Mayotte

Centre d'affaires Maharajah
BP 104 - Bat A et C
97600 MAMOUDZOU
<http://www.mayotte.drjscs.gouv.fr>

DRDJSCS de Normandie

Mission de Veille, d'Expertise et d'Appui
55, rue Amiral Cécille
BP 1358
76179 ROUEN Cedex
<http://normandie.drdjscs.gouv.fr/>

DRDJSCS de Nouvelle Aquitaine

Mission Études, Statistiques et Observation
7, boulevard Jacques Chaban-Delmas
33525 BRUGES Cedex
<http://nouvelle-aquitaine.drdjscs.gouv.fr/>
www.aquitaine.drjscs.gouv.fr

DRDJSCS d'Occitanie

Cellule Observation / Veille / Études
3, avenue Charles Flahault
34094 MONTPELLIER Cedex 5
<http://occitanie.drjscs.gouv.fr/>

DRDJSCS des Pays de la Loire

Mission d'appui transversal et territorial
9, rue René Viviani
CS 46205
44262 NANTES CEDEX 02
<http://pays-de-la-loire.drdjscs.gouv.fr/>

DRDJSCS Provence Alpes Côte d'Azur

Pôle Observation, Contrôle, Évaluation, Ingénierie
66 A, rue Saint-Sébastien
CS 50240
13292 MARSEILLE Cedex 06
<http://paca.drdjscs.gouv.fr/>



